



hebdo

le monde Libertaire

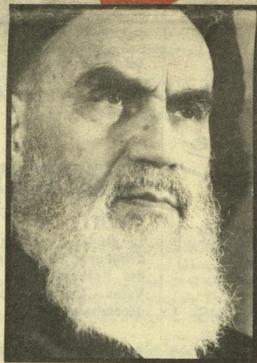
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°685 JEUDI 10 DÉCEMBRE 1987 10,00 F

A SIX MOIS DES PRÉSIDENTIELLES

Chirac, otage des sondages



Le temps presse avant les élections : deux otages en moins, quelques points de popularité en plus... c'est le calcul de Chirac. Mais à quel prix ?

On ne terrorise plus les terroristes, on négocie avec ! Hier comme aujourd'hui, règnent la démagogie et le double langage.



MINEURS MAROCAINS
Un succès au goût amer...
La solidarité et le mandatement
n'étaient pas au rendez-vous !
Lire page 4

ROUMANIE EN CRISE
Pas de transparence
dans ce royaume rouge,
mais la pénurie et la répression
Lire page 8

Otages de tous les pays...

C'est une évidence (mais une évidence non formulée n'étant jamais évidente, autant prendre le risque de se répéter), nous ne pouvons que nous réjouir de la libération, le 26 novembre 1987 à Beyrouth, de Jean-Louis Normandin et Roger Auque. Cela étant (et c'est une autre évidence), vu les conditions dans lesquelles se sont effectuées ces libérations et vu la misère des critiques qui ont été formulées à l'encontre des tripatouillages qui ont permis la libération des otages, notre joie n'est bien évidemment pas de même nature que celle des margoulin qui nous gouvernent, et notre analyse des événements est à cent lieux de celle des margoulin qui aspirent à nous gouverner.

« Il faut terroriser
les terroristes »

Depuis mars 1986, la coalition
R.P.R.-U.D.F. au pouvoir ne cesse de

clamer à tous vents sa volonté d'anéantir le terrorisme et de fustiger le laxisme d'une gauche préférant la négociation avec les preneurs d'otages, à la lutte sans merci et sans concession contre ces mêmes preneurs d'otages.

Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, s'est fait le chantre de cette politique de fermeté et chacun se souvient de la plus célèbre de ses rodomontades : « il faut terroriser les terroristes ».

De même, chacun se souvient des déclarations du même Pasqua, de Chirac et des autres premiers et seconds couteaux de la majorité actuelle, sur leur refus de négocier avec les terroristes, de fournir des armes à l'Iran et sur leur volonté de laisser dame Justice (et son indépendance bien connue) œuvrer sans pression aucune dans la répression du terrorisme.

Dans ces conditions, quand on sait que la libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque a été obtenue

à la suite de négociations avec le grand Satan iranien, et que ces négociations ont abouti à céder à certaines exigences iraniennes, il est permis d'esquisser un sourire lourd d'ironie à l'encontre de ce qui, au plan médical, relèverait d'une certaine tendance à la schizophrénie et qui, au plan politique, relève purement et simplement de la démagogie, du double langage et de l'opportunisme.

Comment, en effet, réagir autrement au spectacle d'un gouvernement qui fait aujourd'hui le contraire de ce qu'il proclamait hier ; qui négocie avec ceux avec qui il refusait de négocier ; qui cède à toutes leurs exigences (ou en partie) en tolérant que des armes leur soient livrées, en acceptant d'infléchir sa politique au Moyen et au Proche-Orient (alignement du dispositif militaire français dans le détroit d'Ormuz, recentrage de la position

(Lire la suite page 3)

communiqués éditions

• GARE DE L'EST

Nous vous informons qu'une vente régulière du « Monde libertaire » se tient tous les vendredis, de 17 h à 19 h, à la gare de l'Est (sortie du métro, au pied de l'escalier mécanique du hall). Les groupes Sacco-Vanzetti (Chelles) et de Sevrans-Bondy, présents lors de cette vente, sont à votre disposition pour tout contact.

• LILLE

Programme du Centre culturel libertaire (1-2, rue Denis-du-Péage) :

• samedi 12 décembre, « Antipsychiatrie et éducation libertaire » avec Jean-Marc Raynaud, auteur de « T'are ta gueule à la révo, dires et agirs d'éducation libertaire », et Claude Sigala, animateur du Coral et auteur de nombreux ouvrages consacrés aux lieux de vie.

Ces animations auront lieu de 15 h à 19 h, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (tél. : 20.47.62.65), M° Fives (la librairie, la bibliothèque et le service de documentation sont ouverts tous les samedis aux mêmes heures).

• LILLE

Le groupe « Humeurs Noires » avertit les lecteurs du « Monde libertaire » qu'il anime désormais une émission hebdomadaire sur Radio Campus (99.6 MHz) : « Humeurs Noires », le samedi de 19 h à 20 h. Cette émission comprend des chroniques (antimilitarisme, antiracisme, infos régionales, revue de la presse libertaire...), ainsi que des débats avec des invités sur des thèmes précis (expulsions des Basques, Réseau Solidarité...). Pour tout contact : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

• LILLE

« La voix sans maître », émission hebdomadaire du groupe Benoit-Brunchoux, recevra l'association A.D.A.G.E. (crèche parentale) le vendredi 11 décembre, de 21 h à 23 h (99.6 MHz).

• MELUN

Une réunion-débat, à laquelle est invité un représentant du F.L.N.K.S., sera organisée le vendredi 11 décembre 1987, salle Fenez, 221, rue du Vercors (à côté de la M.J.C.), à Le Mée-sur-Seine (77) à 20 h 30. S.E.M.A.P.H.O.R.E. et le groupe Louis-Lecoq invite ceux qui soutiennent la lutte du peuple kanak à y participer.

• NANTES

Une liaison est en formation à Nantes. Les anarchistes de la région qui désirent entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations Intérieures, c/o librairie du Monde libertaire (R.L.), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise une conférence-débat, précédée d'un film vidéo, sur le thème : « La lutte armée dans les sociétés occidentales, analyses et positions des anarchistes ». Le mardi 15 décembre, à 20 h 30, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon (1^{er} étage), Angers.

• AUBENAS

Vous pouvez écouter les libertaires, le troisième vendredi de chaque mois, sur Fréquence 7 (92.2 MHz), émission « Colères Noires », de 18 h 30 à 19 h 20. Vous pouvez rencontrer les animateurs le samedi matin, de 9 h 30 à 10 h 30, sur le marché d'Aubenas lors de la vente du « Monde libertaire ». Une permanence du Cercle d'étude sociales a lieu le troisième samedi de chaque mois, de 15 h à 16 h, au Centre culturel E. Le Bournot (une table de presse y est tenue).

• RADIO-LIBERTAIRE

Radio-Libertaire a édité une série de 27 badges hauts en couleur, en soutien à la station, au prix unitaire de 5 F et de 20 F les 5. A commander à la librairie du Monde libertaire (siège de Radio-Libertaire), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• BROCHES

Le groupe de la région toulonnaise diffuse des brochures : étoile noire ; étoile rouge ; deux mains brisant un fusil (12 F l'unité et 8,50 F à partir de 10 exemplaires). Chèques à l'ordre de Bruno Nappi (sans aucune autre mention), le port est compris. Adresser à : Centre d'étude et de culture libertaire, immeuble Lamer, rue Montébéliou, 83000 Toulon.

• LILLE

Le groupe « Humeurs Noires » de Lille vient d'éditer une feuille, « Humeurs Noire Graffiti », qui sera bimestrielle (5 numéros par an). Au sommaire : insoumission totale, civile et militaire (où l'on parle d'Eric Hébert et de la militarisation croissante de la société) ; le manifeste pour la garantie des moyens d'existence pour tous (une coordination régionale s'est mise en place) ; un article sur la Palestine « 20 ans après » ; un dossier sur les politiques de l'emploi (T.U.C., S.I.V.P.) ; des nouvelles locales. Le numéro est en vente 3 francs (plus les frais de port). On peut également s'abonner pour 6 numéros (30 francs) auprès du groupe « Humeurs Noires ». Tout soutien financier sera le bienvenu. Adresse : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul. Sur minitel : le R.E.S.O. (16.1) 20.91.12.37 et envoyez des messages à HUM. NOIRE.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le numéro 44 de « Contre Vents et marées » du groupe de Bourgoin vient de sortir, on peut se le procurer au prix de 2 F le numéro (l'abonnement est de 50 F).



• AFFICHE

Le « Monde libertaire » vient d'éditer une affiche pour sa campagne de promotion (70x102) : 2,50 F l'unité, 1,00 F à partir de 10 exemplaires et 0,80 F à partir de 100 exemplaires. On peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Depuis un siècle les anarchistes ont leur journal. Depuis dix ans il est hebdomadaire.

le monde libertaire

CHACQUE SEMAINE DES TITRES GRATUITS EXCLUSIVES !

Et le point de vue des anarchistes.

ABONNEZ-VOUS !

JUSQU'AU 28 FÉVRIER, TARIF DE 1987

• MELUN

VIRENS

LIBÉREZ ERIC HEBERT

IL DIT NON À LA GUERRE

LIBÉREZ L'IMPRESAIRE

• FEUILLE

Le groupe de Paris XV^e vient de sortir sa « Feuille », « Pour en finir avec les périodes électorales », qu'il est possible de se procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire.

GRATUIT

A toute occasion

la feuille

POUR EN FINIR AVEC LES PÉRIODES ELECTORALES

Abonnez-vous au groupe Paris 15^e à la Fédération anarchiste - 115, rue Amelot, Paris 11^e.

Le premier de nos titres

Le point de vue des anarchistes

Chaque semaine des titres gratuits exclusifs !

Et le point de vue des anarchistes.

ABONNEZ-VOUS !

JUSQU'AU 28 FÉVRIER, TARIF DE 1987

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emille, 77500 Chelles.

Yvelines

Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas
Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

communiqués

• POITIERS

Le groupe Berkman de la Fédération anarchiste organise un débat avec M. Rajsfus autour de « L'Etat d'Israël et la situation des Palestiniens en Cisjordanie occupée », au « Garage à Vélos » (sur le campus de la Faculté de Poitiers), le mardi 15 décembre à 20 h 30.

• SEVRAN-BONDY

Le groupe de Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur le thème : « Le fédéralisme libertaire », le samedi 19 septembre 1987, au Centre ALFA de Bondy, 3, allée des Pensées (ou 132, avenue Gallieni), à 20 h 30.

sommaire

PAGE 1 : Les otages — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : Editorial, Les otages (suite de la page 1), Amis lecteurs — PAGE 4, Luttons : En bref, Mineurs marocains, Foyer Bisson en lutte — PAGE 5, Social : S.I.V.P., Jules Bergeron ou André Ferry, Les gens du voyage, Réfugiés italiens, Les crabes étudiants — PAGE 6, Répression : Livrets militaires détruits, Thierry Chatbi, Pour Zouaoui, Nouvelles du front — PAGE 7, Société : Nostalgie de la gôche, A qui profite le crime ?, Cliniques privées, Radio cocktail — PAGES 8 ET 9, Dans le monde : La crise roumaine, La Chine étudiante, Anticléricaux allemands — PAGE 9, Info. internationales : Violences en R.F.A., Communiqué de l'I.F.A. — PAGE 10, Archives : La Commune de Paris — PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Programmes de Radio-Libertaire, Théâtre, Le coin des affaires — PAGE 12, Social : Confédération paysanne, C.F.T.C., Congrès C.F.D.T. métallurgie.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publ Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

DIPLOMATIE

Otages de tous pays...

(Suite de la première page)

française dans le conflit Iran-Irak...); qui s'associe allègrement sur l'« indépendance » de la justice, en laissant filer Wahid Gordji après un simulacre d'audition chez le juge Bouloque; et qui s'abaisse jusqu'à, c'est du moins ce qu'affirme le journal le Monde, payer une rançon aux preneurs d'otages.

De deux choses l'une : ou bien on combat le terrorisme; ou bien on lui accorde, en négociant avec lui, une légitimité signifiant clairement qu'on le considère comme les autres dans le concert international. Mais on ne fait pas les deux.



Wahid Gordji.

Bien évidemment, jouer les « v-t-en-guerre » en parole et, dans le même temps, obtenir, fusse au prix du reniement, la libération d'otages est sans aucun doute payant au plan électoral. N'empêche, outre le fait qu'on fasse ici et là hurler ou sourire dans les chaumières, une telle attitude doit largement conforter les

preneurs d'otages dans le bien-fondé et l'efficacité de leur stratégie : puisque ça marche aujourd'hui, pourquoi ne pas continuer ?

Prises d'otages et sens de l'histoire

On s'en doute, dans cette affaire, l'opposition de gauche ne s'est pas privé de critiquer et de dénoncer l'incohérence du gouvernement en oubliant, comme par hasard, ses propres incohérences passées. L'extrême gauche (P.C.F. compris, puisque sa groupuscularisation va de pair avec une gauchisation de plus en plus sectorielle), quant à elle, si elle met dans le même sac l'incohérence du pouvoir et celle des socialistes, ne s'en tient pas pour autant à cette seule dénonciation. Tout en fustigeant les preneurs d'otages, elle explique également d'abondance que s'il y a des prises d'otages cela résulte à l'évidence de la politique impérialiste menée par la France au Proche et au Moyen-Orient. Ce qui, en clair, revient à accorder des circonstances atténuantes à des preneurs d'otages, que seule la situation acculerait à de telles extrémités.

A la belle époque de la révolution russe, Lénine et surtout Trotski ne disaient déjà pas autre chose. Quand la révolution est menacée, elle doit se défendre par tous les moyens, y compris par ceux que la morale « petite bourgeoise » ou « judéo chrétienne » réprouve.

Bref, la fin justifie les moyens et, selon les circonstances, il est tout à fait légitime d'utiliser des moyens que la veille encore on n'hésitait pas à dénoncer quand ils étaient employés par l'adversaire.

Révolution et éthique

Pour ce qui nous concerne, il va sans dire et encore mieux en le disant que nous ne mangeons pas de



Les otages libérés : Jean-Louis Normandin et Roger Auque.

ce pain-là. Certes, la politique de la France au Proche et au Moyen-Orient, comme d'ailleurs l'évolution actuelle de la société en France même, expliquent largement le recours de certains au terrorisme et aux prises d'otages, et il ne serait pas sérieux de confondre l'accessoire et l'essentiel. Quelques attentats aveugles et quelques prises d'otages d'un côté; et un terrorisme d'Etat, planifié et massif (la prise en otages de l'ensemble des exploités et des opprimés), de l'autre.

Mais cette distinction opérée, dans un cas comme dans l'autre, nous nous devons de protester dans la clarté la plus absolue qui soit. Jamais, quelles que soient les circonstances, rien ne justifiera jamais l'assassinat et la prise en otages d'innocents. Jamais aucun assassinat ou prise d'otages n'ira dans le sens de l'histoire.

Est-il besoin de le préciser, en adoptant une telle attitude de refus



d'employer certains moyens, nous nous sommes fait accuser d'être des moralistes « petits bourgeois », refusant de se salir les mains en période difficile. Et c'est vrai que nous avons la faiblesse de croire que la révolution va de pair avec une certaine morale.

Mais qu'on ne s'y trompe cependant pas, si moralistes nous som-

mes, nous ne sommes pas cela. Nous ne pensons pas en effet que l'assassinat ou la prise d'otage soient seulement condamnables en tant que tels. Nous pensons également que l'utilisation de tels moyens s'inscrit dans une certaine logique — celle de la prise de pouvoir — et c'est aussi pour cela que nous les condamnons.

Des moyens inutiles...

Les anarchistes, cela doit être clair, combattent pour mettre les tripes du vieux monde à l'air et pour faire émerger sur les ruines de l'ancien un monde nouveau, où le socialisme se conjuguera aux accents simultanés de l'égalité, de la liberté et de l'entraide. De ce fait,

notre problème n'est pas tant de détruire un Etat donné ou un pouvoir donné, que de détruire tous les Etats et tous les pouvoirs, ce qui suppose à l'évidence un large consensus social.

Dans ces conditions, qui sont celles du refus de l'avant-gardisme, nous ne voyons donc pas l'utilité de certains moyens d'action comme le terrorisme (que nous ne confondons pas avec la lutte armée), la torture ou la prise d'otages; nous avons la faiblesse de croire que, si tous les révolutionnaires pensaient comme nous, l'idée même de révolution aurait davantage de crédibilité qu'elle n'en a aujourd'hui.

Jean-Marc RAYNAUD

Amis lecteurs

CETTE semaine, les administrateurs vont vous faire part de bonnes nouvelles, une fois n'est pas coutume ! Tout d'abord, et ce jusqu'au 31 décembre prochain, les porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire (prix : 100 F pour un an) auront droit à une réduction de 10% pour tout achat de disques, cassettes, livres (poésie, bandes dessinées, littérature) à la librairie du Monde libertaire.

D'autre part, et cela s'adresse surtout à nos lecteurs de province, une rubrique « coin des affaires » va être mise en place au sein du « Monde libertaire », rubrique qui annoncera outre les nouveautés toutes les fins de stock encore disponibles au 145, rue Amelot.

Enfin, nous vous rappelons qu'une liste mise à jour des livres et brochures disponibles est parue dans les numéros précédents du « Monde libertaire ». Toute commande par correspondance (en fonction de nos stocks bien sûr) est assurée le jour même.

Pour fêter les dix ans du « Monde libertaire », nous vous rappelons que le prix de l'abonnement restera inchangé jusqu'à la fin février 1988. Une affiche a été éditée à cette occasion (voir tarif page 2) que nous vous invitons à coller massivement. La bonne santé de notre hebdomadaire dépend essentiellement de la publicité qui lui est faite et de sa diffusion.

Voici la liste des souscripteurs au « Monde libertaire » pour les mois d'octobre et de novembre 1987.

Le mois d'octobre :
YVONNOV : 30 F ; PUBLICO : 15 F ; MOCQUARD : 50 F ; MIGNOT Fabrice : 600 F ; GARCIA François : 50 F ; BLACHON Jean : 50 F ; LAGOUTTE M.-C. : 50 F ; GAUDILLER Gil : 200 F ; MOREAU P.-L. : 45 F ; BES Pierrette : 100 F ; MOURGUES Yves : 50 F ; FASCIOTTI Sylviane : 100 F ; MAGLOIRE : 50 F ; PUBLICO : 150 F ; MILLOT Guy : 200 F ; NALBANDIAN : 100 F ; LALLEMAND Serge : 50 F ; LEDUCQ Dominique : 50 F ; PALACIOS : 500 F ; HENRY Christian : 50 F ; JULES François : 100 F ; DIEVAIDE Louis : 50 F ; CHARILLAT Jacques : 50 F.
Total : 2 710 F

Le mois de novembre :
ROLLIN M.-S. : 200 ; CARSEN Claude : 200 F ; FIDON Dominique : 50 F ; KOZAK Gilles : 50 F ; CRUZ G. : 165 F ; GUILLAUME Thierry : 50 F ; MEDINA M. : 50 F ; NIKOLOF Antan : 50 F ; BRUNEL : 50 F ; THEVENET : 230 F ; DESTRUHAUT J. : 100 F ; DEFAIS P. : 50 F ; anonyme : 200 F ; CAUDRILLER Gérard : 50 F ; VILLER Raymonde : 10 000 F ; BALRY Régis : 180 F ; PILORGET Jacques : 50 F ; Groupe F.A. de Toulon : 150 F ; DOMINGO François : 50 F ; MEZURE Sylvie : 15 F ; TALCONNET Karine : 50 F ; REITZER : 50 F ; VILLER Raymonde : 50 F.
Total : 12 085 F
Total des mois précédents : 40 729 F
Total depuis le début de l'année : 55 524 F

Les administrateurs

Editorial

LES dictatures ont la vie dure. Ceausescu, qui fait un peu figure de Duvalier de l'Est, s'il n'est pas un intime de Gorbachev semble encore assez solide pour se maintenir à la tête de l'Etat roumain et mener rondement la répression à l'encontre de ses camarades ouvriers. Quant au nouveau Duvalier d'Haïti, le général Namphy, placé là par les Etats-Unis sous réserve d'y organiser des élections libres, il a parfaitement fait mine d'assumer sa tâche, préparant lesdites élections tout en laissant son armée protéger les macoutes dans leur entreprise de terreur.

Ceausescu et Namphy, les méthodes de gouvernement sont quelque peu différentes mais elles sont dictatoriales, toujours terroristes. Rappelons une évidence, ces dictatures ne survivraient pas à la contestation qu'elles rencontrent si elles n'étaient pas soutenues par d'autres Etats, ne serait-ce qu'à cause de leur endettement.

L'organisation d'élections « libres » fait bonne figure dans cette vaste manipulation politico-médiatique qui se qualifie elle-même d'opinion internationale. Ainsi, il est sûr que beaucoup auraient été rassurés pour un bon moment si les élections s'étaient « bien » passées en Haïti, même si cela n'aurait rien changé aux conditions sociales ni à la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis — sans vouloir donner, dans un éditorial du « Monde libertaire », un conseil aux dictateurs — une politique intelligente consiste à lâcher du lest. Voyez Gorbachev...

Ce qui semble le plus urgent en Haïti, c'est d'en finir avec les macoutes. Les Haïtiens y parviendront-ils, alors qu'immédiatement après la vague de terreur l'Eglise revendiquait le rôle de lien central de l'opposition ? La grève générale illimitée est une action contre laquelle les anarchistes ne formulèrent aucun grief. C'est un bon point de départ. Relancer ensuite la production tout en se gardant bien de subir la terreur des macoutes vaudrait alors mieux que de prier la vierge ou n'importe quel dieu. Un bon coup de main, une vraie solidarité internationale des travailleurs, seraient les bienvenus ; beaucoup reste à faire dans ce domaine, qu'on se le dise.

Une bonne nouvelle pour finir : vient d'avoir lieu le XXVI^e congrès du P.C.F., à l'évidence le stalinisme n'est pas mort mais il est bien en train de crever quand même. Il est permis d'en rire.

en bref...en bref...

• **OBJECTEUR INSOUMIS.** Christophe Pottier a vu son 1^{er} jugement infirmé en appel à Versailles, le 1^{er} décembre : six mois avec sursis (contre six mois ferme en 1^{re} instance) avec, bien sûr, le retrait du statut d'objecteur. Reste donc le pourvoi en cassation.

• **UNE LIBRAIRIE-BIBLIOTHÈQUE DIFFÉRENTE.** Centre culturel libertaire, 1/2, rue Denis-du-Péage, à Lille : tous les samedis de 15 h à 19 h et le mardi de 19 h à 20 h, des livres, des brochures, des revues, des journaux, des badges, des autocollants, des affiches, des posters et un service de documentation vous sont proposés. Vous y trouverez un choix très large : éducation, mouvement ouvrier, littérature, histoire sociale, écologie, droit, pacifisme, polar, économie, antiracisme, femmes, sexualité, B.D., international, anarchisme, livres pour enfants...

• **METALLURGIE.** A l'initiative de quelques militants de la C.N.T., une liaison de métallurgistes est née en région parisienne. Ce regroupement concerne des militants de la C.N.T., de la F.A. et des personnes n'appartenant à aucune organisation politique ou syndicale. En tout état de cause, il s'agit de relier des gens disséminés ayant entre eux un grand nombre de points communs. Afin d'élargir l'ensemble de nos contacts, nous appelons les compagnons de ce secteur à venir se joindre à la réunion que nous allons tenir : le samedi 12 décembre à 15 h au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

• **INDIFFÉRENCE.** Août 1987, à Guyancourt (Yvelines), un jeune beur, Ahmed (23 ans), est retrouvé dans un état comateux. Il y restera 27 jours avant de décéder. Enquête inexistante, mépris des médias (victime trop bronzée ?), il faudra attendre la création du « Collectif des amis d'Ahmed » pour rompre le silence autour de sa mort. Une marche contre l'indifférence est organisée le 12 décembre à 14 h 30 à Guyancourt (boulevard du Château) : « Collectif des Amis d'Ahmed », c/o M.J.C., 16, rue Neil Armstrong, 78280 Guyancourt (tél. : 30.43.21.14).

• **PRISON.** Thierry Chatbi est en grève de la faim et de la soif depuis le 19 novembre. En prison depuis 17 mois sur des preuves plus que douteuses, mais jugé coupable à cause de son passé, il clame son innocence. Ecrivez-lui : n° 231 733 Y, 42, rue de la Santé, 75014 Paris. Pour tout contact : Commission Prison-Répression, c/o C.D.R., B.P. 771, 75012 Paris cedex 03 (tél. : 42.46.59.30).



La grève des mineurs marocains

ALORS qu'ils entamaient leur neuvième semaine de grève, les mineurs marocains et la C.G.T. ont investi et occupé les locaux des Houillères à Douai. Lundi 30 novembre, vers 10 heures, profitant que la porte d'entrée principale est entrouverte, quelques centaines de mineurs marocains et militants C.G.T. envahissent rapidement les lieux. L'effet de surprise a joué et les quatre gardes de service n'ont pas encore compris le début du film. Celui-ci d'ailleurs se déroule parfaitement.

L'occupation du domaine des Houillères

Les services, où travaillent autour du directeur général près de six cents employés, sont investis très rapidement malgré la complexité des lieux. En effet, les services sont installés dans un pâté d'immeubles formant un quadrilatère donnant sur quatre rues et possédant sept issues. En vingt minutes, il n'est plus possible d'entrer dans le domaine des Houillères ou d'en sortir. A midi, les femmes employées peuvent sortir, le reste du personnel le fera en fin d'après-midi.

En début de soirée les sieurs Blanc et Sauvage, respectivement directeur de l'exploitation et directeur du personnel, sont encore dans les lieux. A une journaliste de la radio régionale, Fréquence Nord, qui voulait absolument faire dire aux occupants qu'ils séquestrent les deux gugs de la direction, il fut répondu qu'ils étaient simplement dans un lieu de rétention. Le directeur général du bassin, monsieur Jack Verlaïne, qui se trouve dans le midi de la France est avisé et décide d'écourter son voyage afin de rentrer à Douai en fin d'après-midi.

Ça gamberge à la direction des Houillères. De mémoire d'anciens, on n'avait pas vu de manifestations dans les locaux du siège depuis les grandes grèves de 1948. Même en 1963, des manifestations avaient eu lieu aux abords du siège et les grévistes étaient demeurés à l'extérieur. Au-dehors, la maison « Royco » fait le pied de grue avec les poissons « pilotes » des R.G.

A l'entrée principale, les militants sont calmes mais déterminés. L'assassinat, à Amiens, de notre camarade Lucien Barbier n'est en rien pour calmer les esprits. Ceux d'en face comprennent vite que nous sommes prêts aujourd'hui, s'il



L'investissement de la direction des Houillères par les mineurs marocains.

le faut, à rendre la monnaie. Les pouvoirs publics l'ont compris aussi. Donner l'ordre d'assaut, dans un tel contexte, serait pour eux politiquement suicidaire. A l'intérieur, les mineurs marocains sont près d'un millier et s'organisent. Le ravitaillement est assuré, au premier étage, les portes des bureaux sont démontées et les salles sont transformées en lieu de prières.

Vers 18 heures, Blanc et Sauvage, nous annoncent que Verlaïne est de retour du Midi et qu'il est d'accord pour un entretien, mais à la sous-préfecture et à condition que les locaux du siège des Houillères soient évacués. La réponse des mineurs marocains et de la C.G.T. est rapide : pas d'évacuation des lieux sans accord sur les revendications.

Pendant les heures qui suivent, les pouvoirs publics font pression sur Verlaïne qui, lui, reste catégoriquement partisan d'un statu quo. Vers 1 heure du matin, Verlaïne est prêt à négocier à la sous-préfecture sans condition. Deux heures après, la délégation syndicale nous informe qu'un accord reprenant 80% des revendications des mineurs est signé, et que seuls trois points restent en suspens : la garantie de demi-carrière pour les agents ayant 15 ans d'ancienneté au 1^{er} janvier 1987, qui concernerait quelques centaines de Marocains ; la prise en charge des frais de scolarité des enfants rentrant au Maroc dans le primaire et le secondaire ; la poursuite de l'activité des 3/5 de Courrières.

Une assemblée générale se met en place dans la cour du siège des Houillères. D. Derroncourt, pour le syndicat C.G.T. Fonds et surface

déclare : « C'est une grande victoire, 80% des revendications sont réglées, nous avons une promesse de négociations pour le reste et nous estimons que nous pouvons quitter les lieux ! (...) Nous vous expliquons en détail les accords qui ont été conclus, à Avion, mercredi après-midi ».

Les quelques copains de l'interprofessionnelle C.G.T. présents se demandent s'ils sont en train de rêver. Sans aucune explication précise sur les accords, les dirigeants du syndicat décident l'arrêt de l'occupation. Nous avons beau expliquer aux mineurs marocains qu'il ne faut pas quitter les lieux sans une connaissance approfondie des accords, ceux-ci, loin d'être convaincus d'une grande victoire, décident d'arrêter l'occupation. C'est avec un goût amer, que vers 4 heures du matin, avec quelques copains, je ramène la voiture solo à l'union locale C.G.T. de Douai.

La réunion à Avion, le mercredi après-midi, confirmera le malaise. Sur les 1 300 mineurs présents, la moitié votera pour la reprise du travail, l'autre moitié ne se prononçant pas pour la continuation de la grève. Ce qui permettra aux dirigeants du syndicat de proclamer que la reprise du travail a été votée (à main levée) à l'unanimité.

Les acquis...

Parlons des acquis ! Dans le cadre de la réinsertion : maintien des avantages en nature ; la réinsertion aux H.B.N.P.C., si l'entreprise d'accueil venait à fermer ; la couverture sociale avec le maintien au régime minier ; la possibilité de continuer à habiter le logement

actuel. Pour ceux qui choisiraient le retour au Maroc, le protocole prévoit que les Houillères s'engagent à des contacts avec le système de protection sociale marocain, afin d'améliorer la couverture en particulier au niveau de la maladie professionnelle : les dossiers médicaux les suivront ; les bourses d'enseignement, attribuées actuellement, aux enfants de mineurs seront maintenues jusqu'à la fin de leur scolarité ; des aides à la création d'entreprise (30 000 F), assorties d'une assistance technique (vous avez bien lu !), ainsi que des prêts à la construction et à l'amélioration de l'habitat pouvant aller jusqu'à 570 000 F remboursables en 15 ans, y compris pour ceux déjà rentrés depuis le 15 novembre 1985. Et finalement, une avance sur salaire de 5 000 F est acquise.

Si une des revendications est la poursuite de l'activité des 3/5 de Courrières, où les tailles sont pour la plupart murées, à aucun moment n'a été posée la revendication primordiale, à savoir l'arrêt du plan « PACHE », plan de casse du bassin minier. Ce qui explique, en grande partie, l'échec d'un mouvement général, les autochtones ne se sentant pas concernés par des revendications catégorielles. Ceux-ci ayant aussi en mémoire un conflit il y a quelques mois où les mineurs marocains avaient failli en venir aux mains avec les autochtones qui bloquaient les accès aux puits. A Avion, le portrait d'Hassan II avait été accroché à côté de la banderole C.G.T. Tout un symbole !

Jacques FLORIS
(Liaison Douai)

RÉHABILITATION

Le foyer Bisson en lutte

« **D**ANS tous les quartiers déjà urbanisés, où la modernisation des logements est nécessaire, c'est le maintien et la réhabilitation des immeubles existants qui auront la priorité. Les démolitions et reconstructions seront limitées à l'implantation des équipements nécessaires et des espaces libres ».

« Nous compléterons les procédures de réhabilitation des logements anciens, afin de permettre le maintien sur place de leurs occupants, grâce à des loyers compatibles avec leur niveau de revenu. » Ainsi était rédigé, en 1983, le « projet » parisien de Jacques Chirac.

Après les promesses les faits...

Depuis les belles et vagues promesses sont intervenus des faits précis et notoirement scandaleux. La gestion par le B.A.S. (Bureau

d'aide sociale) de Paris des foyers de travailleurs en est un exemple criant. Il y a deux ans, les résidents du foyer des Arbustes avaient fait quelque bruit alors que leurs foyers étaient augmentés. Aujourd'hui ce sont ceux du foyer Bisson qui font les frais du Bureau « d'aide sociale ».

Ici les résidents dans leur quasi-totalité travaillent pour la ville de Paris (nettoieusement, voirie) et doivent s'acquitter d'un loyer de 1 150 F, pour disposer de 8 m² dans une chambre collective (trois lits), ou 1 700 F en chambre individuelle. Malgré ces prix prohibitifs, les réparations diverses qui auraient dues être faites ne l'ont pas été, si bien que la préfecture de police a déclaré insalubres plusieurs chambres... C'est donc logiquement que l'administration a décidé la démolition du foyer Bisson (1).

Dans son infinie bonté, le B.A.S. a proposé aux 132 résidents du

foyer Bisson de reloger 61 d'entre eux dans d'autres foyers parisiens. Une « soixantaine » de places sont disponibles dans d'autres foyers de la région parisienne, mais quoi qu'il en soit, le foyer devra être évacué avant le 31 décembre 1987.

La lutte s'organise

Les résidents pensent, quant à eux, que la rénovation du foyer est possible et ont organisé une conférence de presse le 23 novembre. Celle-ci n'a pas été permise par la direction du foyer (2) et la police est intervenue pour interrompre la réunion.

Tandis que l'ascenseur demeure en panne, le chauffage vient d'être enfin réparé, mais en partie seulement ; c'est l'hiver pour la moitié des chambres du cinquième étage. Quant au budget pour l'animation culturelle, il a bien été versé comme chaque

année, mais il n'est jamais parvenu au foyer...

Les résidents du foyer Bisson ont le sentiment qu'on se moque d'eux et c'est aussi le sentiment dans d'autres foyers gérés par le B.A.S. de Paris. Un comité de liaison s'est créé entre eux ; la lutte s'organise. A l'évidence, l'insalubrité dans un foyer vieux de neuf ans est liée à l'organisation de la spéculation, particulièrement vivace dans le quartier de Belleville.

LE FURET

Une journée portes ouvertes est organisée le 12 décembre au foyer Bisson (15, rue Bisson).

(1) Ce type de procédure est assez courant, voir l'article de Patrice Vautier dans le Canard enchaîné du 11 novembre 1987.

(2) « Article 4 : comités de résidents : l'organisation s'engage à ne pas faire obstacle à la constitution et au fonctionnement de comités représentatifs de résidents. » Convention signée par le B.A.S., gérant du foyer.

ÉDUCATION

Jules Bergeron ou André Ferry ?

Si d'aucun pouvait penser Jules Ferry mort et enterré, le récent congrès de l'U.D.-F.O. de Charentes-Maritimes a permis à son fantôme de faire une subite apparition, sous la forme d'André Bergeron. Mais c'est hélas ! très sérieusement que le secrétaire général de F.O., sans chaîne ni drap blanc, a prononcé un discours sur l'éducation à faire frémir une toile d'araignée. « L'école doit simplement apprendre aux enfants à lire, à écrire et à compter ».

Le fantôme de Jules Ferry

On croit rêver : l'école lieu clos des transmissions de connaissance, à l'heure des mass-médias, de l'informatique. Mais prenons le secrétaire général au mot : plus de sport, plus d'histoire, plus de géographie, plus de sciences naturelles, plus de technologie, plus de musique, plus de dessin. Terminé tout cela. Cessons de rire et continuons d'écouter André : « L'école est faite pour instruire, pas pour conditionner, façonner, en d'autres termes, endoctriner les enfants. »

Instruction ou éducation, mon cœur balance. Les méthodes d'apprentissage de l'instruction seraient donc parées des vertus de la neutralité suisse ! Méthode naturelle, méthode globale, didactisme ou tâtonnement expérimental, cours magistral ou pédagogie de l'éveil, autoritarisme ou auto-



discipline, notation ou entraide, effacés tous ces choix pédagogiques, toutes ces méthodes qui, bien évidemment, conduisent à l'acquisition de comportements différents face à la connaissance et à l'envie d'apprendre ces connaissances.

Poussez la logique jusqu'au bout...

Dédé a tort de ne pas pousser sa logique jusqu'au bout : asseoir les enfants face à un micro-ordinateur leur déversant le Savoir, la Sainte-Instruction. Quant aux enseignants, qu'ils ail-

gnement. C'est le cas par exemple pour le français, alors qu'on prétend vouloir combattre l'illétrisme... » Augmentons donc les horaires de français, de lecture, et finis l'illétrisme, l'échec scolaire. Bergeron a dû s'endormir d'un long sommeil pendant les décennies au cours desquelles les pédagogues, les chercheurs, les mouvements pédagogiques ont tenté d'analyser et de proposer des solutions face à l'échec scolaire.

L'échec scolaire a ses racines dans le milieu familial difficile ou éclaté, dans les conditions de vie, d'habitat, dans l'inadaptation de l'Education nationale à d'importantes couches de la population. Et gommer ces réalités par une augmentation des horaires ! Le ridicule ne tue plus apparemment.

Alors que de nombreuses études, mais aussi et surtout expériences, ont montré que l'évolution de la structure scolaire, que le travail en équipes, que la pédagogie du projet ancré dans la réalité locale que connaît l'enfant, que l'assouplissement des horaires étaient autant de facteurs qui pe-

mettaient de faire reculer l'échec scolaire, notamment dans les populations mal à l'aise dans l'école (banlieues ouvrières, cités d'urgence...), Bergeron nous refait le coup de l'augmentation des horaires.

Quant à ceux qui se sont battus, il y a quelques années, contre les accords armée-éducation et le retour de l'instruction civique dans les classes, Dédé pense à eux : « Il faut redonner à l'instruction civique sa dimension d'autrefois ». La solidarité, l'entraide, le respect de l'autre, autant de valeurs civiques à entretenir, certes, mais par la pratique quotidienne dans le travail de l'école et dans son fonctionnement, pas par des cours magistraux sur la grandeur de la République et des institutions.

Conclusion provisoire : Bergeron a oublié de s'assoupir durant le congrès, ou tout simplement de parler d'autre chose, d'un sujet où il aurait possédé quelques informations, par exemple.

Patrick (Gr. d'Angers)

UNIVERSITÉS

Les crabes étudiants

PENDANT la semaine du 30 novembre au 6 décembre, le mouvement de lutte contre le budget fut marqué par plusieurs rebondissements. L'U.N.E.F.-I.D. (1) rentrait en force dans l'action afin de récupérer la revendication dirigée, selon elle, par l'Union nationale des étudiants de France (2). En fin de semaine, plus d'une dizaine de facs étaient en grève et la mobilisation grandissait. Plus les questions de fond se posaient et plus les opinions, jusqu'alors corporatistes, devenaient radicales. Les socialistes cherchèrent à dévier les ardeurs vers l'échéance électorale de 1988.

Le 3 décembre, 5 000 étudiants parisiens et quelques lycées mani-

festèrent au quartier Latin. Ce fut dans la nuit du 5 au 6 décembre que les magouilles se multiplièrent, lors du Comité national de liaison.

Socialistes et trotskistes tentèrent de prendre la direction du mouvement à l'U.E.C. (3). Celle-ci, qui se croyait faiblement représentée reprit confiance lors du vote des amendements (qui lui furent favorables). C'est pourquoi, après le vote de la motion finale, l'U.N.E.F.-I.D. mise en minorité décida de quitter la salle immédiatement.

Les militants de la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (C.L.É.A.) ne choisirent pas plus une direction qu'une autre. A noter un texte de réflexion de Rennes I et Toulouse II sur l'université et la

société, adopté en annexe. Il y eut des références nombreuses aux travaux des Etats généraux de mars 1987.

Les délégués exigent plus d'informations du ministère ; ils appellent à faire grève et à une manifestation le 10 décembre localement, suivie d'un Comité de liaison national à Censier.

LAURENT (C.L.É.A.-Créteil)

- (1) A majorité socialiste.
(2) A majorité communiste.
(3) Union des étudiants communistes.

S.I.V.P.
Merci patron !
Si vous êtes chômeur, et si l'A.N.P.E. vous propose la formule ronflante et alléchante du « stage d'insertion dans la vie professionnelle » (S.I.V.P.), sachez à quelle sauce vous serez accommodé. Le sort tristement édifiant de plusieurs stagiaires témoigne de la vaste escroquerie patronale, mise en place avec la complicité de l'A.N.P.E., afin de bénéficier d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Depuis cinq mois et demi, des stagiaires (S.I.V.P.) travaillaient dans l'entreprise Chausson (carrosserie), où ils étaient censés recevoir une formation.
En fait de formation, les stagiaires effectuaient les mêmes tâches que les autres travailleurs, aux mêmes cadences, à raison de 39 heures par semaine, mais avec une rémunération de... 2 500 F par mois ! Théoriquement ces stages débouchent sur un contrat de travail ; en l'occurrence, l'issue fut de nature tout autre puisque les stagiaires ne furent ni plus ni moins... que gracieusement et délicatement congédiés, et ce le 5 novembre, alors que le contrat expirait le 22 novembre !
Mais l'arrogance patronale ne s'arrête pas là : l'un des stagiaires a vu encore sa paie amputée de 150 F. Aujourd'hui, l'avenir professionnel de ces jeunes s'ouvre sur une impasse, dans la mesure où — mauvaise farce — leur seule ressource est de se réinscrire à l'A.N.P.E., sans perspective d'indemnités financières...
Des stagiaires licenciés



FOUGÈRES

Interdit aux nomades ?

FIN novembre, le maire socialiste de la ville de Fougères décrétait la fermeture provisoire du terrain d'accueil des « nomades ». La raison invoquée est le vandalisme auquel se sont livrés quelques adolescents désœuvrés. Les incrédules penseront surtout à cet électoralat de droite que le maire voudrait récupérer, en prévision de l'abstention des « déçus du socialisme » aux prochaines élections municipales !

Avant de prendre une telle décision, le maire aurait pu se demander pourquoi ce récent terrain d'accueil pose des problèmes, alors que l'ancien terrain ou les aires de stationnement des villages proches ne sont pas réputés comme des repaires de vandales. L'association des Amis des gens du voyage fait remarquer justement que le nouveau terrain ne tient pas la comparaison avec d'autres du département. En effet, il est mal situé (à l'extérieur de la ville, derrière une casse de voitures, un supermarché et une gendarmerie) et de surcroît cher et géré à l'économie (l'accueil se résume à la mise à disposition d'installations sanitaires et électriques).

Cet été, environ un million de francs ont été dilapidés dans une campagne de publicité (financée par le ministère de l'Intérieur, suite à la décision de feu

Gaston Defferre) pour faire oublier la crise de la chaussure et la mauvaise situation économique de la région de Fougères. La tempête de la mi-octobre a mis au fossé les publicités géantes, destinées aux touristes de passages (pas aux nomades, apparemment), pour qu'ils s'arrêtent voir « le plus vieux beffroi de Bretagne » et « le plus grand château fort d'Europe ».

Maintenant, ce sont les gens du voyage qui, involontairement, captent l'attention. Demain, on trouvera bien d'autres sujets de discussion pour faire oublier le quotidien. On recasera, par exemple, du « Livre vivant » (spectacle estival qui accumule déficit sur déficit, malgré les subventions annuelles versées par la mairie) ou encore des élections présidentielles qui vont ramener tous les politiciens du coin.

Enfin, dam !, si à Fougères il ne fait pas toujours bon vivre pour les autochtones ou les gens du voyage, les bistrots font toujours recette. Mais cet équipement « socioculturel » n'est pas présent à côté du terrain d'accueil des gens du voyage... faute d'une population résidente suffisante !

J.-C. (Rennes)

JUSTICE
Réfugiés italiens

De nouvelles demandes de mise en liberté ont été déposées la semaine dernière auprès de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris : pour Roberto Gemiani, détenu sous écrou extraditionnel, depuis le 24 décembre 1986, bientôt un an... pour Vincenzo Olivieri, arrêté en mai dernier, pour Paolo Azzaroni, emprisonné depuis le 28 juillet dernier. Ces demandes sont venues en audience le mercredi 9 décembre, à 14 heures. Le mardi 15 décembre, à 9 h du matin, une enième demande de mise en liberté viendra en audience pour Paolo Ceriani Sebregondi et Paola de Luca, incarcérés depuis plus de six mois.

D'autre part, la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Grenoble a remis en liberté, sous contrôle judiciaire, le 27 novembre, des réfugiés italiennes : Ana Soldati et Raffaella Esposito. C'est dans la région de la Drôme, où elles demeuraient depuis plusieurs années, qu'elles ont été arrêtées fin septembre, puis mises sous écrou extraditionnel.

L. B.

NOUVELLES
DU FRONT

• **PROCÈS.** Christophe Lebreton passe à Versailles, 5^e chambre, à 14 h, le 15 décembre. Gérard Caro, lui, visitera le tribunal de Montpellier, le 19 janvier. Quant à Gil Delisse, le procureur n'a pas apprécié les trois mois avec sursis en première instance. Rancunier, il veut une revanche le 21 janvier, à 14 h, devant la 8^e chambre d'appel de Versailles. Les supporters de Gil sont conviés à assister au match et à occuper les tribunes. Vous pouvez également manifester votre solidarité, pour stigmatiser le manque d'esprit sportif du parquet, en écrivant au président de la 8^e, 5, rue Sadi-Carnot, 78000 Versailles (double à expédier à : « Noir et Rouge », « chez Félix », 65, rue Bichat, 75010 Paris).

• **TOUT AUGMENTE.** Selon un rapport parlementaire, le nombre des demandes de statut d'objecteur est passé de 59 en 1966 à 2 990 en 1986. Dans la même période, le nombre des statuts accordés a été multiplié par soixante-cinq, passant de 42 à 2 737. Le nombre des exemptés (pour raisons médico-psychologiques) a également augmenté : de 68 000 en 1981 à 92 000 en 1985 (chute en 1986 à 80 000). Les chiffres concernant les dispensés (pour raisons sociales ou professionnelles) restent stables : environ 20 000 (avec une pointe en 1986 : 21 350).

• **INÉGALITÉ.** M. Yves Guéna (député R.P.R.) a pu constater avec horreur que le service militaire était de moins en moins universel, du fait de l'écart actuel entre les ressources démographiques (420 000 à 440 000 conscrits) et les besoins des armées (250 000 appelés chaque année). Il y a certainement quelque chose à faire...

• **ÉPIDÉMIE !** Au centre de sélection de Vincennes, un bon docteur résolvait ce problème en exemptant de tour de bras : des centaines d'appelés en ont certainement profité, et 38 d'entre eux (avec le médecin) ont comparu récemment devant la 16^e chambre correctionnelle de Paris. Prix du service (militaire) : entre 800 F et 12 000 F, à la tête du client ! L'armée aurait été surprise par la recrudescence des diabètes chroniques et des épilepsies latentes...



• **S.I.D.A. ET ARMÉE.** Trente militaires français du personnel d'encadrement de l'armée zairoise (!) et 10 civils ont été vaccinés en novembre 1986. Ils étaient en bonne santé... et le sont toujours, le vaccin n'est donc pas nocif. C'est la première, et la seule constatation pour l'instant. A suivre...

PROCÈS
Un bon spectacle au tribunal...

Le spectacle était dans l'arène, le lundi 23 novembre, jour tant attendu depuis deux ans, pour la comparution des dangereux antimilitaristes déchirés de papiers militaires. Ambiance générale, quatre personnalités différentes : le rigolard, le poseur de questions embarrassantes, le petit garçon modèle clown malgré lui, le « mais qu'est-ce que je fous là ! », accompagnés de quatre témoins différents. Le président a laissé s'exprimer les témoins presque entièrement, il a seulement coupé le dernier — qui venait de lui débiter à toute vitesse une citation de Kant — visiblement énervé après avoir sondé le gouffre de son inculture.

Le décor...

Procureur en dessous de tout, juges fidèles à leur image. On peut rendre grâce à leur grande naïveté : ils ont toujours le regard aussi étonné lorsque quelqu'un leur rappelle les pressions sur la justice et les liens douteux entre politiciens et magistrats. Leur air ingénu tente désespérément de nous convaincre : « Peut-être les autres », semblent-ils penser, « sûrement pas nous ».

Les juges, par contre, ont complètement aboli le mot « solidaire » de leur lexique ! Ils aimeraient tant nous faire comprendre que les antimilitaristes ont la chance de comparaître devant des juges au-dessus de tout soupçon !

Procès de la solidarité et procès exemplaire au sens propre du mot, puisque le délit en lui-même n'est pas perçu comme étant bien grave... ce qui chagrine les magistrats, en revanche, c'est bien de transformer cet acte en acte politique.

La politique et les discours antimilitariste, on n'y a bien sûr pas échappé, avec quelques temps forts : Christian Frigout, témoin, rappelle son procès pour refus d'obéissance renvoyé sine die (magouille de la justice) ; Michel Lebaillly dévoile à l'audience qu'il est réformé-bidon (magouille de l'armée pour se débarrasser des emmerdeurs).

Les juges furent néanmoins ébranlés par le ton de la « défense-Badiou ». Cette très pro-



Des antimilitaristes en « délit » de soutien.

videntielle madame Badiou, institutrice, qui a inculqué à l'un des prévenus le sens des valeurs qu'il respecte encore aujourd'hui. Serait-elle encore fière de lui ? Garderait-elle la tête haute devant son brillant élève trainé devant les tribunaux ? Est-ce lui qui a changé ou la société qui n'est pas telle qu'elle lui avait appris ? Et ses deux grand-mères, Marguerite et Madeleine ? Et le père antimilitariste tué à la guerre de 14-18, à 25 ans, du premier témoin, Raymond Rageaud, et son tonton général mort dans son lit à 85 ans ? Les juges exaspérés par ces histoires de famille, alors qu'ils sont les garants de l'ordre établi, n'ont manifestement pas la fibre familiale très développée...

Procès de connivence poussé à l'absurde, procès taillon sur le

plan juridique. Quelques inepties ont été soulevées : les papiers, certes, ont été retrouvés à Rennes, mais qui peut se targuer de prouver qu'ils ont bien été déchirés par les inculpés ? Les déclarations de police ? « Vous savez bien comment ça se passe dans les commissariats, monsieur le président... côté ambiance chaleureuse... je n'ai pas voulu leur faire de peine... j'ai signé... ». Et comment assurer une défense correcte alors qu'aucun dossier n'a pu être consulté ?

ment réussis, ce qui a contribué à donner au procès son ton tout-à-fait « respectueux » de la justice, alternant l'ultra-connivence programmée et la rupture, qui a pris systématiquement à contre-pied ces magistrats qui attendaient le traditionnel procès-tribune. Verdict rendu non pas dans deux ans, mais le 13 janvier : vous pouvez encore écrire (1), ils ont le temps de cogiter.

M.L.A.

Jusqu'à l'absurde...

Là tout sur fond de gags prévus et de gags imprévus parfaite-

Écrivez à : M. le Président, audience correctionnelle du 23 novembre 1987, Tribunal de grande instance, cité judiciaire, rue Pierre-Abelard, 35000 Rennes.

« BAVURE »

Pour Zouaoui

Au cours de la manifestation du 5 décembre, organisée par le comité de soutien des familles contre la répression, cet appel a été diffusé, nous vous en donnons lecture.

Le comité de rédaction

DANS la nuit du 6 au 7 mai 1984 à Paris, boulevard Suchet, Zouaoui Benelmabrouk, 23 ans, devait être abattu lors d'une tentative d'interception par la police alors qu'il circulait à bord de son véhicule en compagnie de deux amis. Suite à la plainte avec constitution en partie civile déposée par la famille, une information était ouverte et le gardien de la paix Holtz était inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner »...

Depuis, l'instruction et la reconstitution ont permis d'établir que, suite à un appel radio relatif à une classique querelle d'automobilistes, trois policiers en tenue civile, dans une voiture banalisée, ont tenté d'intercepter le véhicule conduit par Zouaoui. Bien que n'ayant pas fait état de leur « qualité » de policiers (ni brassard ni sommation) et qu'aucun d'eux ne se trouvait alors en danger, les « gardiens de la paix » faisaient usage de leurs armes, tirant onze coups de feu. La seule balle tirée par le gardien Holtz, à travers la lunette arrière du véhicule et à hauteur des occupants, devait tuer Zouaoui...

Le 8 janvier 1988 débute le procès du policier Holtz. Nous savons bien que quel que soit le verdict rendu et la souffrance infligée, notre souffrance, elle, et notre peine resteront telles qu'au premier jour. Mais il est pourtant de notre devoir de réclamer justice, au moins aux yeux d'une société qui oublie trop souvent que ce qu'on appelle « bavure » reste avant tout un crime.

Zouaoui n'est pas le premier innocent à être tombé sous les balles d'une police elle-même conditionnée à la violence et à la peur. Faisons en sorte qu'il soit parmi les derniers à avoir été victime d'une injustice qui touche, avec lui, ses amis et sa famille, pour toujours.

Famille BENELMABROUK

PRISON

Choix épineux

Monsieur Michel Droit, académicien et éditorialiste de son état, a passé une agréable journée, en ce 6 décembre. On imagine néanmoins quelques choix épineux qu'il aura eu à trancher : thé ou café au petit déjeuner ? Un article sur la grande démocratie sud-africaine, ou plutôt un impérissable chef-d'œuvre pour l'Académie ? Enfin, question cruciale : caviar ou foie gras pour le repas du soir ?

A l'infirmerie de la Santé, Thierry Chatbi est, lui aussi, confronté à plusieurs « choix » : continuer sa grève de la faim et de la soif, qui dure déjà depuis dix-huit jours, c'est-à-dire mourir en cage dans l'indifférence générale ? Survivre de force alimenté par perfusion, compte tenu du noble souci médical de porter assistance à personne en danger ? Ou renoncer à la mort, recommencer à s'alimenter, peu à peu, et dénombrer ensuite les irréversibles séquelles de son calvaire ?

Thierry Chatbi et Michel Droit ont tous deux été inculpés par la justice française, l'un pour vol de voiture, l'autre pour fornication. L'académicien est parvenu à déclencher un tollé

après son inculpation — y compris parmi les intellectuels de gauche ! —,



Michel Droit.

l'ancien loubard a mis sa vie en jeu sans parvenir à faire part de sa révolte, de sa détresse, de son désespoir. A l'heure actuelle, les choses en sont là. Terminons en — provisoirement — en soulignant une dernière différence : contrairement à Droit, Thierry Chatbi n'est pas Immortel.

Pascale CHOISY

HUMEUR

On recommence et on oublie tout ?

UN vent d'unité souffle à la gauche de la gauche, Krivine s'efface pour appeler à voter Juquin, rien de mieux pour réjouir les orphelins de la gauche, il n'y a plus guère que les grincheux anars pour ne pas y être sensibles.

L'ancien porte-parole du P.C.F. a choisi son moment, son ex-parti, en période d'auto-sabotage, ne lui offrait plus la possibilité de déve-



Le concurrent (Lajoinie). Lopper ses thèses rénovatrices, il s'est donc résolu à voler de ses propres ailes, se constituant de fait comme rival principal de Lajoinie.

L'envers et son double

Rival, et donc renégat, le fait n'est pas nouveau dans la galaxie

stalinienne. Et, il était donc normal que les fils du renégat Trotski se retrouvent dans le giron du nouveau transfuge de la gauche stalinienne. Opportunité et pragmatisme révolutionnaires diront certains, amnésie collective et réflexes politiques constaterons-nous. Juquin, il est inutile de le présenter, a tout supporté de son parti, de Budapest au « *Produisons français* », de Prague aux bulldozers des foyers SONACOTRA, et de Kaboul à Gdansk, il a la discipline du parti, il aurait celle de l'Etat...

Reste que l'extrême gauche semble séduite par le charme du docteur Jekyll. David Assouline (celui de décembre 1986) brigait la place de chef d'orchestre de la campagne de Juquin (au programme : des meetings de par la France, visite des mineurs du Nord, le Chili, Mandela et la consécration, serrer la louche à Gorbatchev [sous réserves]). Assouline a depuis été relégué au rang de colleur d'affiches ; la L.C.R. s'est déjà prononcée pour la candidature de Juquin, ça va peut-être nous faire une ligue trotskiste supplémentaire... L.O., quant à elle, reste ferme, Juquin est stigmatisé (à juste titre) comme un vieux roublard et les « camarades » de la Ligue sont sermonnés dans le journal



Juquin en travers du chemin ? d'Arlette. Peu importe, l'électorat habituel de L.O. sera peut-être plus timoré.

Il n'y a tout de même pas que des trotskistes nom de Dieu ! Et non, il y a les « alternatifs » (girouettes ?), les « Verts », etc. Waechter, le nouveau Brice, est bien décidé à jouer sa carte pour les « Verts », alors

attendons qu'il y ait discussion au sommet. Le P.S.U., on le sait déjà, roule pour Juju. Les alternatifs, c'est une autre tambouille, c'est plus mouvant par définition et ils veulent des garanties ces gens-là. Néanmoins, ceux qui se font connaître sous l'intitulé générique d'« Arc-en-ciel » (c'est gai, mais ça fait caméléon) bandent pour Juquin, mais le mal peut évoluer. Alors patience.

l'autorité et tu en seras quitte. Les nouveaux sont des vieux, les fêrux de généalogie politique seront heureux de retrouver dans la sphère juquinesque des anciens de *La cause du peuple*, de *Révolution*, de l'O.C.T... Revues à l'appui : *La légende du siècle*, *Politis le citoyen*... tout ça fleurit bon la quarantaine, orphelins des années soixante-dix et dernier round pour la notabilité, Juquin devra faire avec !

Nous ne leur souhaitons pas du mal, nous ne leur souhaitons rien, l'A.B.C. de l'anarchisme est de peu de secours lorsque la mauvaise foi se double d'ambitions personnelles et de servilité volontaire. Le soleil de l'Etat brille toujours pour eux, l'ombre des cocus les guette.

BRUNO (Gr. du XI^e)

(1) Membre honoraire d'« Arc-en-ciel » et co-auteur de l'Anti-OEديpe.

MANIFESTATION

A qui profite le crime ?

l'appel du Comité de solidarité des familles (rappelons que ce comité s'est constitué dans le but de faire la lumière sur les violences policières, lors des manifestations étudiantes de décembre 1986), ils étaient plus d'une dizaine de milliers à manifester samedi 5 décembre, de Luxembourg à Bastille.

Au-delà du souffle unanime qui condamnait les menées policières, lesquelles ont coûté la vie de Malik, et engendré nombre de blessés, il convient de faire la part des choses.

Si certains étaient venus manifester une colère et une émotion authentiques, d'autres, éternels machiavels, animés par des arrière-pensées électoralistes, tapinaient à qui mieux-mieux. Quelle aubaine ! le populo était nombreux, le terrain fertile, ne manquait que le fumier !

Ainsi ces messieurs-dames de gauche grand teint, qui fleurissent bon l'humanisme tapageur, s'étaient déplacés, histoire d'expectorer les récentes scories et faire le plein d'oxygène pour tenir jusqu'à l'horizon de mai 1988. Derrière le 1^{er} rang des per-

sonnalités politiques, vu la cherté des places, la bataille faisait rage parmi les m'as-tu-vu du show médiatique, c'était à qui aurait le plus gros plan sur la photo de famille.

Juquin, entouré de sa haie de lieutenants, impudique entre tous, jouait les stars montantes au grand dam de Marchais et Lajoinie.

Il faut une bonne dose de cynisme ou une mémoire singulièrement défaillante pour jouer les saintes nitouches de la matraque, et oser en toute impudence se gargariser avec des mots tels que liberté et justice, quand on a soi-même les mains rougies par l'exercice du pouvoir. Remarquons, au passage, la prestation de la L.C.R. qui n'a pas hésité à déployer sa quincaillerie (banderoles, par exemple) contrairement aux décisions prises à l'unanimité.

La peste ou le choléra

Notons encore la présence efficiente du service de propreté de la ville de Paris, chargé de ramasser en queue de manifestation les tracts et, pourquoi pas, les éventuels machabées ! On ne peut contester à Chirac la manie de la propreté...

Les anarchistes présents à cette manifestation n'étaient nullement venus plaider la peste contre le choléra, ou conclure quelque marché de dupe. A nos yeux, il ne saurait y avoir de police respectueuse et respectable. Comme le déclarait François Rigal : « *Pandora a raison de dire que les flics ont fait leur boulot* ». Penser le contraire, relève soit d'une mauvaise foi patente et complice, soit d'une erreur d'appréciation quant à la nature de l'Etat.

Quoi qu'il en soit, comptez sur nous, messieurs les politiciens, nous n'oublierons ni Malik Oussé-kine, abattu par le pouvoir de droite, ni Eloi Machero descendu par le pouvoir de gauche, ni les autres, tous les autres... Depuis ces temps reculés où sévit la logique imbécile et assassine de l'Etat.

Adèle HODAC

BANDE F.M.

Radio cocktail

PRENEZ une station fantôme, Larsen FM, héritière d'une fréquence sportive revendue par Jean-Michel Cathala, maire P.S. de Créteil. Ajoutez-lui un avocat, Jean-Louis Bessis, qui fut l'avocat de nombreuses stations commerciales sous la Haute Autorité et un conseiller intéressé de l'empire N.R.J. Mettez en face une joyeuse équipe, celle de Jean Ferré, chroniqueur au *Fig-mag*, Serge de Beketch (ancien de *Minute*) et Alice Saunier Sélité, tous exclus en 1985 de Radio Solidarité, dirigée par Philippe Malaud (C.N.I.) et Bernadette d'Angevillers (ex-secrétaire de la C.F.T.) ; et animé de l'émouvant projet de construire « *la radio libre du pays réel* » : Courtisiois. Ajoutez quelques sages, responsables de cabinets et académiciens distraits ou têtes de linottes. Secouez le tout : plainte pour corruption ; inculpation pour forfaiture ; plainte à rebours ; dessaisissement du dossier. Vous avez l'affaire « *Droit-Courtoisiois* ».

Pourquoi la bande F.M., connaît-elle aussi ses affaires ? Trop d'enjeux financiers et prétextes politiques empêchent, de toute évidence, la bande F.M. de se tenir à l'écart du contexte politico-puissance ambiante. L'offensive avait été engagée par François Mitterrand, lui-même, contre une C.N.C.L. bien maladroite et mise à mal. Si les coups ont été durs contre cette institution, force est de reconnaître qu'avec une nouvelle affaire, celle de Nostalgie, qui livre son pesant de fausses factures profitables au Parti socialiste, le jeu a quelque chance d'être calmé... En effet, chacun trouverait intérêt, à présent, à ne pas saborder un système dont il a jusqu'ici profité à un titre ou à un autre.

Notons enfin que la gauche n'a pas trop intérêt à discréditer les plans de fréquences de la F.M. établis par la droite assez facilement. Elle ne tient sans doute pas à hériter du dossier en cas de victoire aux présidentielles...

L. L.

Ballade pour une psychanalyse

Tout cela ne sent pas la poudre mais la recherche du père. Après s'être proclamée : marxiste, léniniste, maoïste, trotskiste, castriste, guevariste, voilà que notre turbulente gauche s'affaire à produire un nouveau saint-patron. Guattari (1) dis-leur : tuer le père et sauter la mère n'est pas obligatoire... digère

CLINIQUE PRIVÉE

Toujours le profit !

La clinique des Bluets (1) était bien calme, dans ce quartier du XI^e arrondissement de Paris, où soixante-dix personnes, pour la plupart des femmes, étaient « soumises » à des conditions de travail souvent pénibles pour un salaire de misère. Bien calme, jusqu'à ce lundi 30 novembre, où le personnel apprit que la clinique fermerait trois mois, à partir du lendemain 1, pour la réalisation de travaux de modernisation.

Si le personnel ne conteste pas la nécessité des travaux, sa colère fut grande d'apprendre si tardivement l'amputation de moitié de leur salaire — d'autant que les rémunérations pour la plupart affleurent le S.M.I.C. — pour des travaux qui conduiraient à une augmentation des profits pour la société Médifrance.

Derrière cette société, apparaissent les deux frères Haouzi, dont l'un est directeur d'une clinique à Nogent-sur-Marne où il fait régner la terreur et la répression syndicale. Là, à Paris, depuis le rachat deux mois plus tôt de la clinique, la direction a opéré le licenciement de sept salariés pour diverses raisons, entre autres celle de s'élever contre la dénonciation de la convention collective, entraînant pertes de primes et d'acécus.

Dès l'annonce de la fermeture, la majorité du personnel décida la grève avec occupation pour obtenir le paiement intégral des salaires pendant la durée des travaux et la reprise de tous les salariés. La C.F.D.T., sollicitée, apporta son soutien et son aide aux grévistes qui n'avaient aucune expérience militante.

Si la direction se refusait dans un premier temps à toute négociation, elle fut contrainte devant la reconduction de la grève — ce qui pour elle, allait entraîner un retard dans les travaux — et par l'intervention de l'inspecteur du travail à rencontrer les grévistes. De propositions de prêts à 0% remboursables sur 15 mois pour compenser partiellement le salaire (quelle générosité !), elle dut céder l'apport de 7 F par heure pour le 1^{er} mois, suite à la même disposition accordée par la Direction départementale du travail.

Le soutien massif reçu par les salariés en lutte, soutien d'autres cliniques et hôpitaux de la région parisienne et de diverses régions de France, soutien de la C.F.D.T., d'élus politiques et même de médecins libéraux exerçant dans la clinique, pour qui le préjudice financier et moral était important, et la couverture médiatique mirent l'accent sur la scandaleuse affaire.

La direction devait céder au bout d'une semaine de conflit sur le maintien du salaire pour les smicards, un salaire de 85 à 95% pour les autres, la garantie d'emploi pour tous y compris la réintégration des sept licenciés, le maintien de la convention collective, le paiement des jours de grève et la possibilité de formation.

Une belle victoire dans ce secteur à faible tradition de luttes, qui doit affronter un patronat recherchant les plus gros profits au mépris des droits des travailleurs et de la santé de la population.

L. N. (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Clinique des Bluets, 81, avenue de la République, 75011 Paris (tél. : 43.57.33.33).

ROUMANIE

Pas de « glasnost » chez Ceausescu

« **U**N nouveau Kronstadt ? » Ainsi titraient plusieurs journaux ouest-allemands à propos des événements de la mi-novembre de Brasov, en Roumanie. En effet, s'ils ne constituent plus aujourd'hui qu'un dixième de la population de cette ville, les Allemands y étaient majoritaires jusqu'à la Première Guerre mondiale. Et, en allemand, Brasov c'est Kronstadt. Les Roumains connaissent bien cette appellation mais ignorent pour la plupart l'existence même de l'autre Kronstadt et de son insurrection de mars 1921, la première et la plus importante jusqu'à nos jours des révoltes qui ont secoué le régime bolchévique.

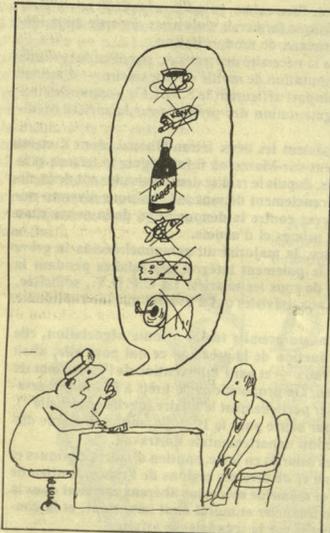
Brasov-Kronstadt ?

Ce rapprochement est sans doute abusif et déplacé : en raison non seulement de l'ignorance des Roumains due à l'historiographie officielle mais aussi, et surtout, de la distance qui sépare leur mentalité, forgée par quatre décennies de discipline communiste, de celle des habitants de Kronstadt qui, en 1921, sortaient d'une brève mais riche période d'anarchie révolutionnaire.

Sans rapport avec son homonyme de la mer Baltique, la ville de Brasov-Kronstadt a connu un soulèvement qui s'apparente plutôt, toutes proportions gardées, à ceux de Gdansk, Gdynia et Szczecin (encore la Baltique !) de décembre 1970.

Le 15 novembre, un dimanche, consacré à la réélection du conseil municipal de la ville, les ouvriers des usines de construction de tracteurs (« Le Tracteur ») et de camions (« Le Drapeau rouge ») déclenchent les hostilités. Ils s'en prennent aux responsables administratifs et du parti censés les encadrer, renversent une voiture de la milice, égorgent deux membres des forces de l'ordre, puis se dirigent par milliers vers le centre ville où ils investissent la mairie et le siège du parti. Les manifestants brûlent les portraits du « sauveur suprême », déchirent des drapeaux rouges et scandent des slogans hostiles au régime. « A bas Ceausescu ! », « Nous voulons du pain ! » crient-ils, sans négliger au passage, de piller un dépôt de denrées alimentaires. Les blindés de l'armée, appelés à la rescousse, ne réussissent qu'au bout de six heures à disperser les manifestants.

A l'origine du mécontentement, la décision des autorités de réduire les salaires des ouvriers en raison de la non-exécution du plan (établi par le ministère) et au nom de l'autofinancement, de l'autodirection et de l'autogestion, les trois mots clés de la restructuration roumaine, qui font des ravages depuis de longues années.



Les événements de Brasov ne sont pas à proprement parler nouveaux pour la Roumanie. Depuis une dizaine d'années, si l'on prend comme référence la grève des mineurs de la vallée de Jiu d'août 1977, les manifestations de rue dans ce genre, parfois encore plus violentes, et les grèves pour des raisons similaires ne manquent pas. Au début de cette année par exemple, toujours en Transylvanie, les ouvriers de la fabrique de verre de Turda croisaient les bras pendant trois jours devant leurs

machines, sans quitter les lieux, pour réclamer le paiement intégral de leurs salaires. Tandis qu'à Iasi, en Moldavie, les équipes de nuit d'une autre grande usine rejoignaient les équipes de jour, pour occuper ensemble les locaux et tenter d'organiser, avec les moyens du bord, l'autodéfense...

Ceux qui s'en tiennent aux spéculations sur le national-communisme roumain et au constat des contre-performances économiques du régime, ou qui se contentent de railler les décisions extravagantes de son numéro un, sous-estiment les capacités du pouvoir actuellement en place dans ce pays. Sur le plan de la répression, il fait preuve d'une surprenante maturité. Il sait fort bien, dans un premier temps, non seulement isoler les conflits mais aussi éviter toute intervention directe de l'armée ou de la milice pouvant entraîner un massacre visible, comme à Gdansk en décembre 1970 par exemple. Puis, dans un deuxième temps, il fait « disparaître » les animateurs des mouvements, procède au déplacement massif des anciens grévistes supposés récalcitrants (quatre mille mineurs ont ainsi « démenagé » à la suite de la grève de la vallée de Jiu).

Sur un point précis, le soulèvement de Brasov a cependant innové, sans que ses acteurs y soient pour grand-chose d'ailleurs. Un point de détail peut-être, mais qui prend toute son importance dans le contexte roumain où aucune des manifestations de révolte collective de ces dernières années n'a dépassé, dans les jours, voire les semaines qui l'ont suivie, le stade de rumeur probable. L'« existence » du soulèvement de Brasov fut établie dans un temps record, pour la Roumanie. Le lendemain même des incidents l'information circulait déjà et quelques jours plus tard, à Vienne, différents témoignages de voyageurs confirmaient la nouvelle, qui pouvait être ainsi reprise par les médias...

Un métier dangereux en Roumanie : journaliste

Et alors, fallait-il que la presse en parle en Occident et que la droite en rajoute pour qu'un soulèvement ouvrier devienne d'actualité ? Pour répondre à cette objection il ne suffit pas de rétorquer que les journaux de droite exploitent avec autant de cynisme un événement anti-communiste qu'un fait divers macabre. Il ne suffit pas de rappeler que l'attention portée par la presse internationale en général à l'événement de Brasov s'explique par l'absence quasi totale d'informations sur la Roumanie, un pays réputé pour sa crise. Encore faudrait-il expliquer cette absence d'informations et son incidence sur la dynamique contestataire roumaine.

En contemplant à la télé et à la une des journaux, en 1982, le visage tuméfié de Bernard Poulet, le journaliste du *Matin* de retour de Roumanie, où il s'était fait tabassé pour avoir tenté de s'entretenir avec l'ouvrier V. Parascu, fondateur du S.L.O.M.R. (syndicat libre roumain), on pouvait croire à un impair supplémentaire de la *Securitate* roumaine.

Cinq ans après, on dirait plutôt qu'il s'était agi d'un coup dissuasif particulièrement efficace. En effet, il n'y a quasiment plus de journalistes occidentaux en Roumanie. Si nous laissons de côté le comportement héroïque de quelques révoltés et opposants, ou les grèves ouvrières dures qui présentent l'inconvénient d'être imprévisibles, force est de constater que les mesures ubuesques de Ceausescu, le froid et la pénurie, malgré leurs côtés spectaculaires, sont trop répétitifs pour justifier la présence permanente d'un correspondant de presse occidental. Quant aux reportages « plus fouillés » mieux vaut s'abstenir, rien qu'au souvenir de la tête de Poulet. On comprend mieux les retombées de cette situation en Roumanie, lorsque l'on examine la circulation de l'information sur la contestation dans ce pays. Les médias légaux, inutile d'en parler. Les *Samizdat* ont une faible audience et se comptent sur les doigts d'une main ; il n'en circule d'ailleurs plus qu'au sein de la minorité hongroise.

Les radios étrangères

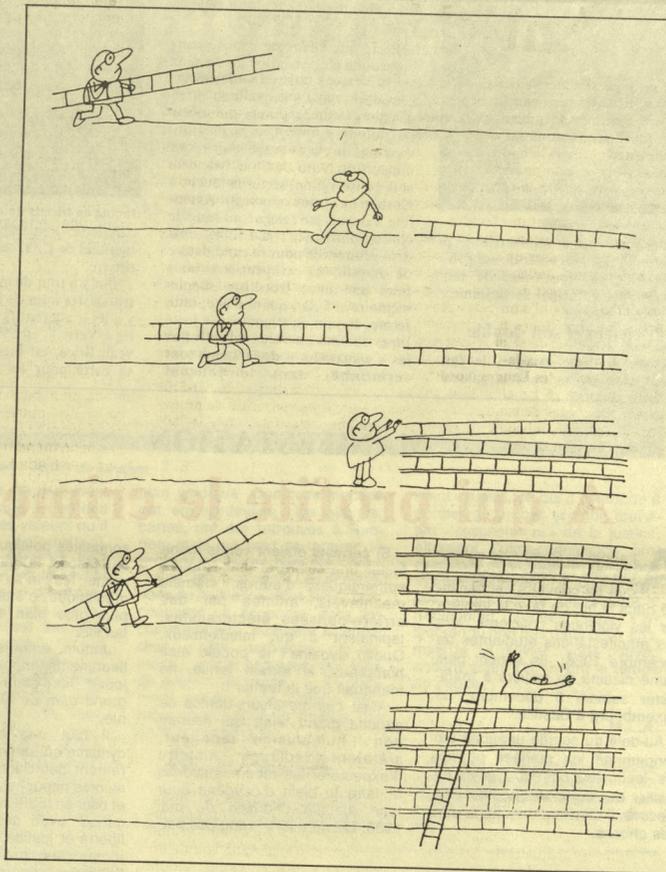
Restent les radios étrangères : R.F.I., Deutsche Welle et surtout Free-Europe, qui à elle seule est écoutée par 53% des Roumains. Elles sont pratiquement les seules à pouvoir informer sur la contestation. Mais les lettres des auditeurs mécontents et les témoignages a posteriori sur les actions individuelles, collectives ou de masse ne sauraient à eux seuls assurer une information « à chaud » sur la contestation, c'est-à-dire à même de faire connaître une

révolte, au moment même où elle se déroule, et lui permettre ainsi de sortir de son isolement. Pour qu'une grève de la faim ou une manifestation de rue soit annoncée à temps par ces radios, il faut que l'information soit établie et confirmée par un journaliste, qu'elle paraisse dans un journal ou soit reprise par une agence de presse. C'est une règle à laquelle aucune de ces radios (qui n'ont, bien entendu, pas d'envoyés sur place) ne peut déroger. Et le problème en Roumanie, c'est que justement il n'y a pas de journalistes étrangers...

Cela permet de se faire une idée sur les limites de l'indépendance roumaine, et sur quelques-unes des raisons de la pénurie chronique dans le domaine de l'alimentation.

La dette extérieure

Même sommaire, le tableau de la crise actuelle en Roumanie doit tenir compte du problème de la dette extérieure. Atout diplomatique non négligeable pour les Etats-Unis depuis l'administration Nixon, la Roumanie a



« Quelle est la blague la plus courte ? Bon appétit ! », ou encore, « Qu'est-ce qu'il y a de plus froid que l'eau froide ? L'eau chaude ! », raconte-t-on depuis déjà un moment en Roumanie. Pourtant la cause immédiate du soulèvement de Brasov n'est ni la pénurie ni le froid, mais la baisse du salaire des ouvriers due à la non-réalisation du plan, non-réalisation due à son tour aux économies d'énergie obligatoires. Nous touchons ici à un aspect significatif du cercle vicieux de la crise roumaine que j'évoquerai rapidement.

La crise roumaine

Depuis longtemps la Roumanie compte parmi les rares pays producteurs de pétrole en Europe. Exploité par les compagnies occidentales avant guerre, réquisitionné par l'armée nazie pendant la guerre, puis pillé par les Soviétiques, le pétrole devenait enfin, au début des années 60, un atout majeur entre les mains de la bureaucratie communiste autochtone, qui le mettra à profit pour s'émanciper de la tutelle soviétique. De plus, Ceausescu s'opposera au plan d'intégration économique khrouchtchévien au COMECON, en faisant valoir les possibilités de développement industriel du pays grâce à ses matières premières en particulier.

Une impressionnante infrastructure industrielle fut mise en place tout au long des années 60 et 70. Mais au fil du temps les contre-performances, encore plus impressionnantes, s'accumulaient tandis que les réserves de pétrole diminuaient. Le pays devenait, en pleine crise mondiale énergétique, un gros importateur de pétrole. Son principal fournisseur... l'U.R.S.S., à laquelle la Roumanie vendait en échange, entre autres, de la viande.

eu droit à la clause de la « nation la plus défavorisée » (alors que le non-respect des droits de l'homme a toujours été la règle dans ce pays) et a obtenu des crédits considérables auprès des banques américaines. A la fin des années 70, le problème de la dette devenait particulièrement critique. Mais, à l'inverse des autres pays, la Roumanie réussit à baisser dans un temps record sa dette. C'est la seule performance spectaculaire du régime, que les responsables nord américains ont relevé publiquement avec satisfaction, et qui a été réalisée grâce à une véritable terreur économique imposée à la population jusqu'à nos jours.

Champion de l'anti-satellisme, vilipendé par Moscou et chouchouté par Washington dans le même temps, le régime de Ceausescu doit affronter la crise actuelle dans l'indifférence la plus totale. Le Congrès américain a fini par ne plus reconduire la clause de la « nation la plus défavorisée » tandis que Gorbachchev s'est contenté, lors de sa visite, de recommander quelques réformes. Vraisemblablement, depuis la fin du règne de Breznev déjà, les Soviétiques ne songent plus à remplacer Ceausescu. Afin d'éviter de prendre en charge les énormes problèmes économiques de la Roumanie, et pour la simple raison que malgré son excentricité le régime Ceausescu demeure la formule la plus efficace pour la reproduction du système communiste en Roumanie. La chute de Ceausescu entraînerait, d'une manière ou d'une autre, une dynamique qui risquerait de se traduire par une destabilisation que personne ne souhaite... à l'exception, bien entendu, de la plupart des Roumains.

NICOLAS

Les illustrations sont extraites d'un album de dessins de Mihai Stanescu, publié en petit nombre à Bucarest en 1980, que la censure a immédiatement retiré des librairies.

NOTE DE LECTURE

La contestation étudiante en Chine

Le dernier numéro d'Izok (1) nous donne un aperçu de la contestation et de la revendication démocratique en Chine, et plus particulièrement du mouvement étudiant de l'hiver 1986-1987. Si Lin Xiling, animatrice des Cent Fleurs en 1957 et en exil

depuis 1983, s'attache aux révoltes du passé, elle indique l'étendue du conflit entre les intellectuels et les sommités du parti. Selon elle, « C'est le pouvoir qui entraîne la corruption, l'existence qui engendre la conscience. Voilà pourquoi la démocratie en Chine

me semble constituer une utopie. »

Le mouvement étudiant chinois de l'hiver dernier

Les remarques de Ba Qi (2) sur le récent mouvement étudiant rejoignent en partie cette analyse en soulignant le conflit des générations. En plus du déroulement des faits, le texte montre les limites de l'opposition interne des « réformateurs » du parti : commencée sous l'œil bienveillant de ces derniers, la contestation s'est étendue et a rapidement dépassé le cadre de l'opposition officielle aux cris de « liberté » et « démocratie ».

Pourtant un doute subsiste. S'agissait-il de la manifestation d'aspirations plus largement partagées ou d'un ras-le-bol d'une élite face au verrouillage des portes du pouvoir ? Que signifiait pour les étudiants chinois de l'hiver dernier les mots « liberté » et « démocratie » ? Ces questions se posent d'autant plus qu'aucune des quatre contributions ne permet vraiment d'apprécier l'état et la nature de la contestation, si elle existe, dans la paysannerie et le monde ouvrier. Mais les témoignages d'intellectuels sont évidemment plus faciles à obtenir que ceux des autres couches de la population.

A la fin du mouvement la répression s'est abattue à Shangai sur

des ouvriers et des chômeurs, tandis que les autorités prenaient des mesures techniques pour le logement des étudiants, etc. Méthode classique qui permet d'isoler et d'amoindrir un mouvement sans répondre à ses exigences. Cette réaction ressemble à celle du gouvernement français en décembre 1986, qui retira les lois Devaquet et Monory, sans renoncer à ses objectifs (voir les problèmes budgétaires cette année) avant que le mouvement étudiant et lycéen ne rejoigne dans le temps les grévistes du secteur public.

Le dossier présenté dans ce numéro d'Izok suscite donc de nombreuses questions, aussi bien sur la Chine que sur les sociétés occidentales. Il appelle une suite qui permettrait d'aborder les rapports des intellectuels avec le reste de la population. Notamment après le dernier congrès du Parti communiste chinois qui, théoriquement, a permis un rajeunissement des cadres.

Pour finir sur la Chine avec une note d'optimisme, citons cette réflexion de Ba Qi : « L'appareil ne peut pas appliquer tout ce qu'il veut, où il veut et comme il veut ».

Avant de vous précipiter sur ce numéro, sachez qu'un autre dossier parle de l'« alternative » en Slovaquie : écologie, antimilitarisme, pacifisme, féminisme, etc. Notons qu'une anthologie de l'anarchisme y a récemment été éditée.

Après des nouvelles des antimilitaristes polonais et du S.M.O.T., un communiqué commun de Solidarnosc et du Movimento sindacale unitario chilien (M.S.U.) trace un parallèle entre les deux situations sociales et politiques. Toutefois le texte parle d'autogestion sans remettre en cause les structures étatiques. Plus loin il souligne le rôle positif du pape. Curieux, Edmond Maire n'est pas au nombre des signataires...

Puis un extrait du *Mouchoir* de Mohamed Kacini El Hassini (3) apporte une note d'humour acide. Le même auteur nous en avait déjà donné un aperçu dans le numéro 12 d'Izok (mars 1986) (4). A lire absolument.

Enfin une « bibliographie du socialisme réel » indique toutes les parutions récentes sur les pays socialistes et constitue un précieux outil de travail.

A. MELSM

(1) Revue libertaire sur les pays socialistes. Le numéro 14 de septembre 1987 est en vente au prix de 24 francs à la librairie du Monde libertaire.

(2) Co-auteur de Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin, édition Christian-Bourgeois.

(3) Paru chez l'Harmattan.

(4) Exemple : « Las, il songe sérieusement au suicide. Le jour fatidique, l'Etat socialiste lui sauva la vie. Il y avait pénurie de balles, de cordes, d'eau, de barbituriques et d'altitude ».

R.F.A.
Anticléricaux

La justice ouest-allemande repart à l'offensive contre les anticléricaux. Birgit Römermann fut condamnée en 1984 pour avoir rendu public son travail de documentation contre l'Eglise. Deux personnes qui osèrent faire de l'information sur ce procès ont eu aussi à faire avec la justice. Il existe en effet dans le code pénal un article 166 dit de blasphème, en vertu duquel peuvent être poursuivis ceux qui font une propagande anticléricale. Lors du procès d'Aix-la-Chapelle, le 15 novembre 1985, un soutien mondial, exprimé par plus de 1 200 lettres adressées au tribunal, a eu pour conséquence l'acquiescement des accusés.

Aujourd'hui, deux ans plus tard, le ministère public fait appel de ce jugement. On peut penser qu'il y a là une politique délibérée d'usure, visant à démolir tout soutien pour pouvoir plus facilement réprimer. Ainsi, au moyen de l'étirement des procès (certains se sont poursuivis durant dix ans) l'Etat ouest-allemand a pu prononcer tranquillement jusqu'à 15 000 interdictions professionnelles (« berufsverbote »).

Il convient donc de se mobiliser et d'exiger un acquiescement définitif pour les deux accusés d'Aix-la-Chapelle. Les protestations peuvent être adressées à : Justizminister des Landes Nordrhein-Westfalen, Martin Luther Platz 40, D-4000 Düsseldorf 1 ; et à Amtsgericht Aachen, Wilhelmstr. 26, D-5100 Aachen. Nous vous demandons d'envoyer une copie de vos lettres de protestation à l'adresse suivante : Bunte Liste Freiburg. Postfach 254, D-7800 Freiburg/Breisgau.

E. F.

R.F.A.

« L'Etat a besoin de la terreur »

QUATRE semaines après les événements, les anarchistes de la revue Aktion (Frankfurt) publient un dossier de presse et une collection de tracts anarchistes et/ou autonomes sur la mort des deux policiers, lors de la manifestation commémorative près de la piste agrandissant l'aéroport (longue combatue il y a six ans). Une vue complète de l'histoire se dégage sous un angle quelque peu différent des publications des grands journaux, qui s'étaient en spéculations diverses et se contredisaient. On constate que la phrase : « tireurs d'élites : feu ! », qui aurait été prononcée avant les coups de feu, était une invention du journal Bild (1), reprise le lendemain par des journaux « sérieux » comme le Faz (2)...

L'aboutissement d'une escalade

Il y a les faits, tragiques, mais pas si surprenants que l'on pourrait croire, et d'un côté leurs conséquences pour la vie politique en R.F.A. ; d'un autre côté, il y a les conséquences qu'ils susciteront au sein du mouvement anarchiste et/ou autonome. Il ne s'agit pas d'excuser la mort des deux flics, mais de la voir dans son contexte, qui n'est pas la montée d'un nouveau terrorisme « autonome » ou autre, mais l'escalade de la violence organisée par l'Etat. Celui-ci ayant répondu aux aspirations de gens à peine politisés, pour un pays sans centrales nucléaires, mais contre les spéculations avec des surfaces d'habitation ou alors contre une piste de béton dans la forêt, par une répression de plus en plus brutale.

Qui déplore les morts de l'autre côté ? Benno Ohnesorg, tué par une balle policière il y a vingt ans ; Günther Sare, écrasé par une voiture de police lors d'une manifestation antifasciste il y a deux ans ; ceux qui ont succombé aux blessures causées par des coups de matraques et de pieds ? N'oublions pas que c'est parce que les manifestants étaient photographiés, fichés et criminalisés pour « protéger la constitution », qu'ils ont commencé à se cacher le visage (3). C'est cette criminalisation, nourrie par l'Etat, pour mieux saisir et refouler tout mouvement social, qui a fait choisir à certains des moyens de lutte paramilitaires, tandis que les « citoyens normaux » ne retournent manifestent — quand ils manifestent — que pour des journées commémoratives, ou bien ils prennent la voie des Verts (réformistes) qui constituent une opposition intégrée, facilement maniable dans les mains de l'Etat.

Ce qui est grave maintenant, c'est que l'Etat peut justifier des mesures répressives hors pair, qui au-delà des arrestations arbitraires et des perquisitions fulgurantes rognent ce droit fondamental de manifester jusqu'à la racine. La fameuse loi interdisant la dissimulation n'en est qu'un exemple. On risque ainsi également l'autorisation générale de l'utilisation par la police de balles en caoutchouc, jusqu'à présent employés uniquement en Bavière.

Comment réagir ?

Les réactions des anarchistes et/ou autonomes sont diverses : entre une désolidarisation de caractère émotionnel et une abstraction

intellectuelle, prédomine une réflexion autocritique.

Ainsi, les gens du « Centre libertaire », à Francfort, déclarent immédiatement : « Nous refusons d'emporter des armes à feu dans les manifestations. Elles nous pousseraient dans un isolement contraire à nos idées politiques. (...) Ce chemin vers une société libre ne peut être couvert de cadavres : c'est ce qui nous distingue de nos adversaires ».

D'autres mettent en cause la version du « fou isolé », ce ne serait pas la première fois qu'un agent provocateur intervient pour criminaliser l'« extrême gauche ». Cette réflexion s'impose quand on réfléchit à qui profite les événements... Pour parler comme un militant des Verts « fondamentalistes » (qui refusent la voie parlementaire), Jutta Dithfurt : « L'Etat a besoin de la terreur ».

Contrairement à ces positions, ils y a des gens qui prennent résolument leurs distances : « On se pose des questions sur le type de rapports que le tireur entretenait avec toutes les personnes de son environnement ». Ou aussi : « Quelqu'un qui éprouve un tel sang-froid, n'est pas des nôtres, même si lui-même le veut ».

Rien ne peut attester l'incohérence du mouvement autonome ouest-allemand plus que ces positions divergentes, malgré les efforts de la presse bourgeoise pour le marginaliser comme terroriste. La revendication de l'« anarchisme », d'ailleurs, n'est pas systématique.

Une chose paraît certaine : personne n'est prêt à renoncer aux formes de résistance élaborées depuis la suppression des mouvements pacifis-

tes à recrutement bourgeois, bon-enfant, « gauchos » et « alternatif » ; c'est-à-dire les sabotages et divers dégâts matériels, tout en sachant que la répression va s'accroître considérablement. On peut se poser cette question : les formes et les habitudes prises par cette « mouvance » n'impliquent-elles pas déjà des accidents ou des déviations dont l'issue peut être mortelle face à une force répressive beaucoup plus forte ?

Comment éviter ces déviations ?

Une organisation un peu plus rigoureuse et vaste, basée sur des principes d'autonomie pour chacun, ne pourrait-elle pas éviter ces déviations, tout en garantissant les formes de résistance diverses, plus « militantes » ou autres ? Il y a des signes d'une réflexion allant dans cette direction : « l'escalade de la violence est toujours avancée par l'Etat lorsqu'un mouvement gagne

politiquement de l'importance : accepter certains niveaux de cette violence, qui se présente sous la forme de batailles rituelles, sans qu'aucune proposition politique ne soit discutée, est critiquée au moins depuis Pâques 1986 » (où il y avait eu des confrontations très violentes à Wackersdorff).

Espérons que les anarchistes et/ou autonomes allemands ne se retrouveront pas dans une impasse, et qu'ils arriveront à clarifier leurs positions et stratégies, avant que l'impact de la répression ne casse complètement le mouvement et ne l'isole de tout contexte social.

Relations internationales (d'après « Aktion »)

(1) Le France-Soir allemand.
(2) Frankfurter Allgemeine Zeitung.
(3) Pratique proscrite par la « loi de dissimulation », qui risque d'être appliquée systématiquement contre tout mouvement.

Communiqué I.F.A. n° 5

Le groupe anarchiste Impulso qui est implanté dans la deuxième ville d'Argentine, Rosario, effectue un travail considérable pour le développement de l'anarchisme, tant localement que nationalement (en relation avec les groupes et organisations F.L.A. et F.O.R.A.). Enfin, un important effort d'information vis-à-vis du mouvement anarchiste international, et notamment de l'I.F.A., peut être mis à son actif. Pour tout renseignement à son sujet ou pour une aide éventuelle, prendre contact avec l'I.F.A., 145, rue Amelot, 75011 Paris.

I.F.A.

LA SEMAINE SANGLANTE

L'entrée des Versaillais dans Paris

La présentation d'un événement historique, surtout s'il constitue un affrontement de classes, est souvent falsifié par ceux de ses détracteurs qui l'étudient. La Commune de Paris n'échappe pas à ce sort, ni à la mythification dont l'entoure ceux qui s'en réclament.

Gérard Conte, animateur de l'émission « Paris au ras des pavés » (Radio-Libertaire, 89,4 MHz, Paris), profita de l'anniversaire de la Semaine sanglante pour rectifier quelques faits. Ce sont des extraits de cette émission (du 21 mai 1987) que nous vous proposons ci-dessous.

Le comité de rédaction

LE 21 mai 1871, c'est le début de la Semaine sanglante, le début de l'effondrement de la Commune de Paris. (...) Or, le dimanche 21 mai, après l'extraordinaire espoir (que la Commune) avait pu susciter parmi ses partisans (...), on est arrivé à un point de lassitude, de découragement qui va être déterminant puisque militairement, politiquement et socialement la Commune a perdu sur les trois tableaux. (...)

L'entrée des Versaillais

L'armée versaillaise était très proche de Paris puisqu'en fait elle se trouvait dans le bois de Boulogne, un bois de Boulogne déjà très clairsemé parce qu'on avait utilisé le bois pendant le siège de Paris et qu'en plus il y avait eu des destructions. Disons que l'armée versaillaise était à quelques dizaines de mètres des remparts, les seuls remparts menacés de Paris (...), qui se trouvaient grosso modo entre la Seine et disons la Porte de Saint-Cloud. Là, les troupes étaient très proches. Ensuite, elles s'éloignaient beaucoup plus à l'intérieur du bois au fur et à mesure qu'on remontait. (...) C'était même une profession pendant la Commune que d'aller porter des lettres à Saint-Denis. Les lettres postées à Saint-Denis étaient relevées par la poste et pouvaient être ensuite transmises dans toute la France (...). Il n'y avait pas de contrôle, pas de carte d'identité. On ne répètera jamais assez que l'invention de la carte d'identité est une idée de la Commune de Paris (...).

Ce dimanche 21 mai, vers 16 heures, deux portes étaient bombardées par l'artillerie versaillaise. Je rappelle que lorsque l'artillerie prussienne tirait pendant le siège de Paris, il était recommandé simplement de laisser les portes cochères ouvertes pour que les gens puissent s'abriter (...). Cela pouvait tuer du monde, mais ça n'avait pas l'impact meurtrier que peut avoir un bombardement actuel (...). A un moment donné, un gars sort de la Porte du Point-du-Jour. Cette porte se trouve maintenant sur les bords de la rive gauche, là où le périphérique atteint la Seine. Thiers, qui était le maître-d'œuvre des fortifications de Paris, avait déjà remarqué que c'était un point assez difficilement défendable. Il s'avancait un petit peu et pouvait donc être atteint des deux côtés, de la rive gauche et de la rive droite, par des tirs convergents.

A un moment donné, donc, un gars est sorti avec un drapeau tricolore. L'officier qui a vu ce hardi civil a fait cesser le feu d'artillerie et (le civil) a dit : « Venez, il n'y a personne ». Ils se sont avancés pour voir effectivement si ce n'était pas un piège (...). Ce dimanche 21 mai 1871, à la Porte dite du Point-du-Jour, il n'y avait pas un seul combattant de la Commune et l'armée a pu rentrer sans tirer un coup de feu (...). Mais on ne peut pas parler de trahison. C'était certainement un gars assez réac, comme pas mal de Parisiens, et nous verrons que Paris à ce moment-là a montré une certaine lâcheté lors de cette semaine.

Les barricades

Finalement, après un tas de promesses, après un tas d'abus, de propos ronflants, d'affirmations d'héroïsme, toute une armée va rentrer sans tirer un coup de fusil parce que c'est dimanche, qu'on n'y croit plus beaucoup, que ce n'est pas « notre » quartier... c'est le XVI^e, un quartier bourgeois. L'armée va immédiatement occuper toutes les portes qu'elle va pouvoir récupérer et, très rapidement, en l'espace de quelques heures, on peut dire que pratiquement le XVI^e arrondissement est occupé (...). Attention ! Quand je parle du XVI^e arrondissement, il faut quand même dire que c'est encore un arrondissement, je ne dirais pas rural, mais dont les constructions sont encore à l'ébauche. (...)

L'armée s'avance (...). Elle va atteindre l'Étoile. A peu près sans combat, ou tout au

moins avec le minimum d'escarmouches, tout un arrondissement va tomber. Le soir du 21 mai, sur la rive droite, l'armée est déjà bien implantée. On va alors retomber dans la vieille notion révolutionnaire qui est de défendre son quartier. Et c'est une défense que l'on envisage, pas une offensive. C'était le gros échec de la Commune sur le plan militaire. (...) Mais ne nous leurrions pas. Il est certain que politiquement la Commune devait perdre parce que, sur le plan idéologique, elle était beaucoup trop dangereuse. Si elle avait eu, à un moment donné, quelques chances de succès il aurait fallu s'attendre à ce que les Prussiens aident le gouvernement. (...) Une démission de la France était prévue pour un certain temps dans les clauses (d'armistice). Thiers a dit : « Avec ce qui m'arrive à Paris, il me faut des troupes ». Et Bismarck a libéré des officiers, qui

un effondrement total. Le mardi, (l'armée versaillaise) occupe pratiquement la moitié de Paris et déjà Montmartre. (...) On avait tout prévu, sauf que l'armée allait longer les remparts et attaquer Montmartre par le nord. (...) La célèbre barricade qui figure dans tous les bouquins sur la Commune, celle qui se trouvait place de la Concorde, je crois que c'est à l'entrée de la rue Saint-Florentin, on l'appellait le « Château-Gaillard », était peut-être la construction la plus importante en matière de défense. Cette barricade sera prise par derrière.

(...) La Commune a été de toutes les insurrections parisiennes celle qui avait le plus de munitions, le plus d'armes, le plus de canons (...). Or, la lutte a duré moins longtemps que dans les révolutions qui ont précédé. (...)

Mgr Darboy, qui a été parmi les otages exécutés rue d'Haxo, n'était même pas un ennemi de la Commune. On a été jusqu'à prétendre que Thiers n'avait pas fait grand chose pour lui venir en aide, car Darboy n'était pas tellement bien vu de l'autorité catholique.

L'autre erreur a été commise par Thiers qui a pensé que la répression, extraordinairement dure, et qu'il a délibérément commandée, allait servir d'exemple pour les générations futures, leur donner une sainte peur de la répression gouvernementale. Il ne se rendait pas compte que cela allait être quelque chose d'indélébile, une blessure qui rendrait la Commune absolument inoubliable. L'une des premières idées qui vient à l'esprit quand on parle de la Commune, ce ne sont pas les réalisations qu'elle n'a pas pu faire, mais surtout les atrocités qui ont accompagné sa chute. (...)



ont été démobilisés dans plusieurs villes, en particulier à Auxerre, de façon à reprendre du service contre les communards.

(Au sein de la Commune), il y avait une petite cohorte de gens très militants au sens actuel du terme, des gens très actifs. Mais le drame c'est qu'entre eux et la masse de la population parisienne, il n'y avait pas de courroie de transmission (...). Il a fallu recruter un peu partout des gens disponibles et pas forcément compétents, des gens peut-être animés de très bonnes intentions mais notoirement incapables. Et c'est peut-être par cette espèce d'incompétence, d'incurie, que dans la vie courante, dans la vie quotidienne, pour le Parisien de base, la Commune a déçu. (...) Mais je pense que ce n'était pas dû à la Commune elle-même ; simplement elle est montée trop haut, trop vite, et elle s'est coupée un petit peu des bases.

(...) Alors on arrive à des trucs aberrants. L'une des dernières réunions du Comité central, je crois, s'est tenue le mercredi (24 mai 1871). Il a proposé par voie d'affiches au gouvernement de Versailles, qui possédait déjà la moitié de Paris, un cessez-le-feu, la démission de l'Assemblée de Versailles, la démission de la Commune et l'élection (d'une assemblée) par les villes de plus de 50 000 habitants (...). De même, ils ont apposé des affiches dès le lundi dans les rues de Paris à l'attention des troupes de Versailles. Ce qui prouve donc qu'ils savaient très bien que cette semaine n'allait être qu'un long recul (...). C'était : « Quand la barbarie vous commande, votre devoir est de désertir : rejoignez-nous... ». Enfin, c'était complètement idiot. Puis Delescluze va sortir une affiche lamentable dans son but, bien que j'en comprenne parfaitement les motifs : « Finis les discours, finis les uniformes... maintenant place aux combattants à la poitrine nue... tout le monde sait que derrière la barricade, son fusil en main, le Parisien est invincible... »

Résultat, le peu de structures qu'il pouvait y avoir dans l'armée communarde va s'effondrer. Les gens ne vont plus du tout obéir et ils vont regagner leurs quartiers pour défendre leurs maisons, leurs rues. Cette semaine, sans que l'armée par elle-même intervienne, il y a

Paris, maintenant, c'est le Paris d'Haussmann, celui des grandes voies... Les grandes rues permettent justement des tirs beaucoup plus longs, des charges de cavalerie. C'est ce que voulait Haussmann. Mais on aurait tendance à oublier que l'inverse est vrai. Si ça permettait le tir des canons, cela permettait aussi le tir des canons fédérés (...).

Blanqui a écrit des notes, qui ont été recueillies, et qui s'appellent *Instructions pour une prise d'armes* (...). Blanqui avait dénombré, dans un bouquin d'une précision mathématique, le nombre de pavés qu'il fallait enlever pour monter une barricade, comment la faire... Il avait donné des précisions toujours valables en disant qu'il fallait laisser quelques pavés devant (la barricade) de façon à ce que les chevaux se tordent les pattes, ce qui éviterait les charges, et surtout qu'il fallait occuper les maisons de chaque côté, abattre les cloisons, pour permettre justement les tirs plongeants sur les assaillants. Or, quand on veut bien relire les récits de cette Semaine sanglante, on constate que cela n'a jamais été pratiquement le cas. Pourquoi ? Parce que l'insurgé de la Commune est pour le combat de rues, mais pénètre dans la maison des autres ce n'était pas forcément son état, son sentiment. Il s'y sentait en insécurité. Alors que l'on ne s'étonne pas que cette longue retraite finisse par une hécatombe.

De cet effondrement de la Commune, il faut tirer quelques idées de base. Il faut dire d'abord que pendant cette dernière semaine la Commune n'existe plus en tant qu'organisation. Tous les actes qui vont être commis par les communards seront essentiellement des actes individuels, de petits groupes plus ou moins organisés, mais ne seront pas du tout la traduction d'une volonté délibérée de la Commune en tant qu'organisation structurée.

On va reprocher à la Commune l'exécution des otages, mais en réalité elle n'y est pour rien. Cela va être la volonté de quelques membres de la Commune qui se rendent compte que tout est perdu. Ils n'ont pas conscience qu'en faisant cela ils allaient entacher l'image de la Commune, car c'était un remarquable argument pour Thiers. L'archevêque de Paris,

La répression de l'armée versaillaise va être méthodique. Je ne prétend pas que cela ira jusqu'au génocide, mais le laminer sera quelque chose d'assez effroyable. Par les combats il y aura relativement peu de tués. Je ne pense même pas qu'il y aura mille Versaillais tués au combat. Le nombre des communards (tués) — le chiffre exact n'est toujours pas connu — oscille, d'après les estimations actuelles, entre 40 000 et 60 000. On peut admettre qu'il y a eu plus de communards tués que de Versaillais, mettons 3 000 ou 4 000. Tout le reste a été fusillé systématiquement en représailles.

Il faut reconnaître que les troupes de Versailles (ont été) puissamment aidées par toute une population de Paris qui arborait le brassard tricolore et dénonçait les gens. Il ne fallait pas à cette époque se cacher dans une maison inconnue avec une blessure à la jambe : on n'était même pas tué par la troupe, on était tué à coups de cannes par des civils qui, peut-être, exorcisaient une certaine lâcheté. Cette répression n'a pas été (seulement) l'œuvre de la classe militaire, qui a été ignoble ; il ne faut pas oublier l'effroyable comportement des voisins, de compagnons de classe. J'ai eu l'occasion d'ouvrir des dossiers d'archives. Or, mon grand étonnement, j'avais abordé peut-être la chose d'une manière un peu naïve, a été de voir des tonnes de dénonciations venant de gens qui n'étaient pas bourgeois, aristocrates, propriétaires ou militaires. C'étaient des voisins de palier, des jaloux, des aigris. Ils voulaient se venger d'une petite peur qu'ils avaient eue avoir pendant un certain temps.

La Semaine sanglante a été un effondrement total : idéologique, militaire, de classe. On aurait tendance actuellement à reprendre une sorte d'imagerie d'Épinal pour parler de cette époque et schématiser (...). La Commune a aligné peut-être 40 000 combattants, peut-être un peu moins à la fin parce que l'enthousiasme baissait... Mais que représentent 40 000 combattants sur une population de 1 500 000 à 1 600 000 (habitants) ? On est en droit de se demander ce que faisait le million d'observateurs. Donc, en ce 21 mai 1871, quand les Versaillais entrèrent dans Paris, l'idée de la Commune était déjà morte.

Gérard CONTE

NOTE DE LECTURE

« Retours d'Israël » de Maurice Rajsfus

L'ÉTAT d'Israël et les conflits violents qui sont issus de sa création font partie, depuis 40 ans, de l'actualité quotidienne. La complexité des intérêts en jeu, comme l'intensité

pourtant de simple journal de voyage au premier abord, il se révèle essentiel pour comprendre le problème israélien. En effet au-delà du récit du voyage de l'auteur, qui va du quartier ultra-orthodoxe de

L'auteur, d'origine juive, ayant vécu les persécutions raciales nazies, ne se promène pas avec l'œil innocent du touriste moyen. Athée, éloigné de toute idéologie sioniste, Rajsfus refuse la bouillie non moins idéologique que veut lui faire ingurgiter les tenants du consensus juif autour d'Israël. « Tous les drapeaux sont étrangers à la morale. Je réprovoque toutes les atteintes au droit des individus et je n'ai pas plus d'affinités avec un Israélien qu'avec un Palestinien. J'ai souffert comme persécuté et il m'est difficile d'admettre que d'autres subissent, à leur tour, l'asservissement. » (p. 268).

nous disent sur Israël et sa société militarisée, par la puissante humanité qui se dégage de ces individus qui ont connu des contradictions intérieures déchirantes et cherchent la paix dans la fuite hors d'Israël. Ainsi se dégage la vérité sur Israël : l'émergence du nationalisme hébreu qui, bien plus que l'idéologie sioniste que beaucoup de migrants juifs n'ont jamais partagée, se charge de souder la communauté israélienne juive face à la « menace arabe », par delà les clivages sociaux et culturels internes. Un nationalisme qui crée et renforce en retour le nationalisme palestinien, un nationalisme qui

doit avaler la pilule amère de la religion réactivée, sous peine d'éclatement, tandis que dans le camp palestinien la jeunesse désespérée se range de plus en plus sous la bannière non moins haïssable de l'Islam. Loin des crailleries gauchistes, à l'anti-sionisme et l'anti-impérialisme de surface, l'ouvrage de M. Rajsfus a l'honnêteté d'un pessimisme déabusé et non moins combattant. Nécessaire...

LUC (Gr. Berkman)

Maurice Rajsfus, Retours d'Israël, édition L'Harmattan, 293 pp., en vente à la librairie du Monde libertaire (125 F).



des sentiments en présence rend le problème israélien unique en son genre.

Loin des clichés touristiques

Dans ce cadre-là l'ouvrage de Maurice Rajsfus, *Retours d'Israël*, pourrait sembler de peu de poids,

Mea Shearim aux territoires occupés, c'est l'analyse des contradictions internes à Israël qui retient notre attention : « (...) ce pays, colonialiste à retardement, qui fait régner une situation d'apartheid tout à fait intolérable au milieu d'une oasis démocratique qui pourrait paraître exemplaire. » Exemplaire pour le touriste modèle évidemment.

Rajsfus nous raconte ainsi ses dérivés dans Jérusalem ; ses rencontres avec d'anciens militants, ex-gauchistes ou vieux combattants des Brigades internationales, unis dans une même négation du fait palestinien ; la montée de l'extrême droite israélienne et la discrimination flagrante dans le jugement de terroristes selon qu'ils sont juifs ou arabes (« Ce sont les meilleurs de nos fils qui ont failli ! », dit Shamir, pour les assassins du Goush Emounim) ; la résistance dans les camps palestiniens des territoires occupés. Bref, un panorama de l'Israël contemporain. Toutefois, les moments les plus forts du livre restent les étonnantes interviews de sept Israéliens qui ont décidé un jour, individuellement, de quitter Israël.

Témoignages

De Ruth, qui a choisi l'errance, à Nissan Rilov, ex-militant communiste qui a vécu de l'intérieur la dialectique marxiste (après le consensus américano-soviétique de 1949 sur la création de l'Etat israélien, « Si l'U.R.S.S. était d'accord avec l'Etat d'Israël, c'est que c'était juste. Les Palestiniens étaient subitement devenus des réactionnaires »). Ce sont sept témoignages d'une exceptionnelle valeur. Par ce qu'ils

POÉSIE
« Soleil »

LES petites maisons d'édition sont considérées, et ce sont les « grands » éditeurs eux-mêmes qui le reconnaissent, comme des laboratoires. Elles prennent le risque de publier des ouvrages réputés difficiles, de « figoler » des maquettes. Elles prennent le risque de publier des choses pas vraiment commerciales...

Il aurait pourtant été dommage que l'ouvrage de Francis Lebarbier et Michel Suret-Canale ne voit pas le jour, et il est heureux qu'il existe encore des maisons d'édition prêtes à publier des livres tels que celui-ci, *Soleil*.

Soleil... Un programme ! Francis Lebarbier, poète, et Michel Suret-Canale, peintre, se sont alliés et ont réalisé un livre où alternent des textes à la fois amers (« Tu n'es plus amer ? / Je ne suis plus amer ! »), cyniques (« Tu n'es plus cynique ? / Je ne suis plus cynique ! »), mais également pleins d'espoirs, et des illustrations qui sont plus encore que le simple prolongement des mots... Des illustrations qui complètent le texte, tout en possédant

une poésie propre, qui prennent place à la fois indépendamment et en même temps en harmonie avec ce texte. Les mots semblent alors couler, prenant leur source sur une toile peinte.

« Mince alors ! / Rien que du bleu du soleil / du coca des chewing-gums ! / Des gosses sortant par les fenêtres, / qui partent bras-dessus bras-dessous / en chantant la Carmagnole / dans les rues de l'Espagne ! ».

Francis Lebarbier est un libertaire, mais ses textes parlent pour lui. Libres, ils vont, ils ricochent, ils poursuivent leur route... Vers un soleil espagnol, peut-être, ou vers « la nuit livide qui déballe ses boniments... » N'importe... ils ne s'arrêteront pas.

Une petite maison d'édition a publié ce *Soleil*... Constatons que le soleil n'est donc pas mort...

Thierry MARICOURT

Francis Lebarbier et Michel Suret-Canale, *Soleil* (200 F), éditions du Figuier, H3, rue Ampère, 79000 Niort.

Le coin des affaires

La librairie du Monde libertaire accorde 10% sur les rayons bandes dessinées, littérature et disques aux porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire.

Philippe

NOTE DE LECTURE

« 100 % Français »

UN bouquin composé uniquement de résultats de sondages, ça pourrait paraître ennuyeux, voire même effrayant. Le livre de Jérôme Duhamel *100% Français* nous prouve le contraire. En 260 pages, Duhamel, soutenu par des dessins de Wolinski, nous brosse à grands

coups de chiffres et de pourcentages un portrait des Français. Il ne s'agit pas là d'une analyse ou d'un essai théorique de sociologie politique, il s'agit simplement d'une énumération de pourcentages qui commence à 1 et finit bien sûr à 100, sur la politique, le sexe, le confort, la religion, les loisirs, le

racisme... Et on se marre bien à découvrir les réactions des Français, sondages I.F.O.P. et I.N.S.E.E. en main. Rires bien sûr, mais aussi angoisses à la lecture de certains chiffres. Tenez, quelques exemples, piochés ici et là : consternant, 84% des Françaises refuseraient de faire l'amour avec un Arabe ; hallucinant, 38% des catholiques ne croient pas au Ciel ; dramatique, 59% des Français estiment qu'une société ne peut fonctionner qu'avec des chefs et une hiérarchie ; pétillant, 46% des femmes rêvent de se faire caresser en conduisant ; culturellement navrant, 35% seulement des Français savent que Céline était un homme et 36% n'ont pas lu un seul livre en 1986 ; réaliste, 3% ont peur d'une révolution en France en ce moment ; déroutant, 4% des femmes trouvent érotique la profession de... curé ; hilarant, 1% des Français croient que Maurice Thorez était un dissident soviétique ; encourageant, 36% avouent qu'ils sont un peu antimilitaristes ; rassurant, 70% estiment qu'il serait grave de supprimer les syndicats.

Et il y en a comme ça 260 pages. Un conseil : prenez un crayon de bois et cochez les catégories dans lesquelles vous vous retrouvez. En souhaitant, pour vous, de ne pas systématiquement crayonner dans la fourchette de 45 à 55%.

BRUNO (Gr. du Gard)

Patrick (Gr. d'Angers)

THÉÂTRE

Nouki Nourian et la V.T.F.
« Beethoven et moi »

C'EST en février 1987 que Nouki Nourian créa, à Nîmes, l'association « Vivre le théâtre à fond » (V.T.F.). Son but est alors de faire du théâtre d'avant-garde, en utilisant au maximum les pouvoirs de l'esprit, tout en développant chez chacun de ses comédiens des besoins de créativité et d'expression qui ne demandaient que ça. Après neuf mois de travail acharné, Nouki Nourian et l'association V.T.F. sont prêts aujourd'hui à accoucher d'une œuvre, où théâtre et chorégraphie font bon ménage.

« Beethoven et moi » est une remise en question de 6 000 ans d'histoire dominés par les religions. Ces mêmes religions qui ont toujours contribué à nourrir le pouvoir, à provoquer des guerres et bien sûr à établir des interdictions sexuelles absurdes et sordides. Cette œuvre frappe, trouble et vient casser toutes les formes croulantes des religions, tous les préjugés qui ne résistent plus au temps qui passe, pour permettre à d'autres nuances basées sur la beauté, la sagesse, l'amour et la justice d'émerger.

Sur des musiques de Beethoven, Ferré, Vian, Renaud, etc., l'auteur n'hésite pas à se moquer de l'armée et des tabous de toutes sortes, ni à passer du rire aux larmes. Il détruit le passé dans le présent, pour construire un meilleur futur. Nous vous donnons rendez-vous les 17, 21 et 22 décembre 1987 au Centre culturel Pablo-Neruda, à Nîmes (à 21 h).

Programmes de
Radio-Libertaire (89.4)

Jeu 10 décembre

« Epsilonia » (22 h 30 à 1 h) : émission mensuelle sur le Mail Art et les castettes, présentée par Chris d'Urban Autopsy et J-Louis Costes.

Vend 11 décembre

« H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : Max Stirner chez les Indiens, avec Vandrepote.

Samedi 12 décembre

« Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h) : S.N.C.F. (budget et restructuration) ; situation sociale en Colombie ; Gorbatchev et le S.M.O.T.

« De bouche à oracles » (14 h à 16 h 30) : Michèle Bernard sera dans le studio pour présenter son spectacle au T.L.P.-Déjazet. « Médecine et santé » (18 h 30 à 20 h 30) : se situer face au temps et à la matière.

Dimanche 13 décembre

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : le scandale Diderot, avec Georges Filloux (directeur des « Cahiers libertariens »).

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : émission spéciale sur un instrument (le dulcimer) avec un invité (J.-M. Corgeron).

« Le magazine libertaire » (18 h 30 à 20 h) : avec les relations extérieures de la Fédération anarchiste.

Mardi 15 décembre

« Micro-climat » (18 h à 19 h 30) : le trafic des animaux, un métier rentable, qui n'existe que parce qu'il y a des acheteurs, avec J.-P. Leduc de la F.F.S.P.N.

Mercredi 16 décembre

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : travail et santé (le chômage ça fait mal, le travail aussi parfois), avec le professeur Bernard Cassou.

« L'homme et la terre » (20 h 30 à 22 h 30) : les Bushmens, un des derniers peuple de chasseurs-cueilleurs, avec Marylène Patou.

SYNDICAT

Le congrès de la Confédération paysanne

LES 15 et 16 décembre, des délégués syndicalistes paysans vont se retrouver à Rennes pour le congrès constitutif de la Confédération paysanne. Ce nouveau syndicat a été créé le 1^{er} mai dernier (date symbole). Il est issu du regroupement de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (C.N.S.T.P.), de la Fédération nationale des syndicats paysans (F.N.S.P.) et de paysans opposés au syndicalisme officiel (la F.N.S.E.A. du ministre actuel de l'Agriculture : François Guillaume).

La Confédération paysanne regroupe déjà environ un paysan sur trois et, dans certaines régions (Bretagne), plus de la moitié. Elle refuse l'agriculture industrielle, d'entreprise, et se prononce pour l'agriculture paysanne. Le congrès de Rennes devrait être l'occasion d'approfondir le projet d'agriculture paysanne, déjà ébauché aux Assises paysannes de mars 1987 à Bondy, puis poursuivi aux journées de réflexions des 5 et 6 septembre sur le Larzac. De tout cela, trois thèmes principaux se sont dégagés et vont être traités.

• **L'aménagement du territoire**
Il faut savoir qu'actuellement c'est plutôt de démantèlement qu'il

s'agit : 60 000 emplois paysans disparaissent chaque année. Les villages sont vidés et la désertification de certaines régions s'accroît. Un très officiel rapport Guichard (1) théorise même la nécessité d'un aménagement centré sur de grandes métropoles avec des déserts autour. Quel coût social, si cela se réalisait ? Quelles destructions, à terme, sur l'environnement ?

• **Maitrise et répartition de la production**

Actuellement beaucoup de produits sont « excédentaires ». La C.E.E. ne pose le problème que de façon budgétaire : on dépense trop, il faut donc faire baisser la production, d'où l'institution du système des quotas. Pourtant le discours officiel de la F.N.S.E.A. continue d'inciter les paysans à intensifier leurs productions, pour produire moins cher et gagner de nouveaux marchés, en continuant à exporter toujours plus...

Les coûts prétendus moins chers des céréales du bassin parisien ne sont obtenus que grâce aux « aides » publiques (celles de la C.E.E., notamment). Cela conduit un éleveur de montagne à toucher que le but des négociateurs n'est pas

le céréalier (alors que c'est lui qui, logiquement, devrait être le plus aidé, ne serait-ce que pour compenser en partie les handicaps liés au relief et au climat.)

Se battre pour un partage de la production, c'est bien se battre pour une nouvelle répartition du travail entre paysans. Cela permettrait le maintien des emplois et donc des actifs sur le territoire. Cela passe par la fixation de volumes de production, garantissant un revenu décent.

• **Echanges internationaux**

Actuellement, des négociations sont en cours (G.A.T.T.) pour modifier, principalement, les règles du commerce international des produits agricoles. On se doute bien que le but des négociations n'est pas le développement harmonieux de la planète, ni le maintien et le développement de paysanneries, mais bien plutôt de développer le libre échange, par l'abaissement progressif des barrières douanières, pour activer la concurrence (libéralisme, quand tu nous tiens !). Il s'agit aussi de favoriser la division internationale du travail, ce qui aura pour incidence de renforcer le rôle des multinationales de l'agro-alimentaire sur le marché mondial.

Dans un tel contexte, comment les paysans peuvent-ils intervenir pour modifier les règles d'un système de plus en plus mondialisé, qui les broie quel que soit leur pays ? Ceux des pays du tiers monde, en les contraignant à abandonner leurs cultures vivrières, ceux des pays industrialisés en les obligeant à produire toujours plus, sous peine d'élimination.

Une plate-forme commune, une charte mondiale de l'agriculture définissant le rôle des paysans, la finalité de l'agriculture, pourrait bien être étudiée à Rennes et, par la suite, proposée aux paysans des autres pays. Sur ces bases communes, se tisseront peut-être alors des solidarités internationales qui permettront d'agir sur le système. Les contradictions du système actuel, en agriculture comme ailleurs, n'ont jamais été aussi flagrantes. D'un côté, l'Europe croule sous des excédents ; de l'autre, elle présente une balance agro-alimentaire déficitaire... Moins il y a de paysans en Europe (et en France), plus la politique agricole commune (P.A.C.) coûte cher à la collectivité.

Manifestement, il y a quelque chose de pourri au niveau des politi-

ques agricoles. Pour notre part, nous ne croyons pas qu'il y ait trop de paysans en Europe, ni en France. Il y a seulement une mauvaise répartition des crédits et des productions entre paysans. Le choix actuel est bien de savoir si l'on veut une agriculture capitaliste d'entreprises ou une agriculture, plus sociale, de paysans occupant et conservant l'espace : une agriculture capable de fournir une gamme d'aliments de qualité, une agriculture en définitive moins coûteuse pour la collectivité, que quelques gros entrepreneurs fortement subventionnés, comme c'est déjà le cas dans certains pays.

Congrès important donc que ce premier congrès de la Confédération paysanne. Dans un contexte dégradé, des orientations seront prises, des moyens de défendre les paysans et d'améliorer la situation du milieu rural seront étudiés. On peut être légitimement optimiste et penser qu'à l'avenir la Confédération paysanne pèsera de plus en plus lourd dans le débat.

Groupe Aveyron

(1) José Bové, in Gardarem lou Larzac.

F.G.M.M.-C.F.D.T.

Pas de résolution finale !

DU 24 au 27 novembre, à Angers, se tenait le deuxième congrès de la Fédération générale des mines et de la métallurgie C.F.D.T. Il prolongeait une période malsaine qui agitait la fédération : désaccords entre la base et les décisions politiques du secrétariat national (à propos de la flexibilité), luttes pour le pouvoir au sein du bureau fédéral (accusations de malversations financières), etc.

Pour les profanes, les congrès C.F.D.T., en simplifiant, se déroulent en trois étapes :

- vote du quitus ou approbation de la politique antérieure ;
- élection de l'équipe qui formera le secrétariat national ;
- vote de la résolution générale ou adoption, après amendement, de la politique à venir.

Premier échec : le quitus

Devant quelque 450 délégués (93,56% des mandats de la fédération), le présentateur du rapport général ouvrait les débats avec un discours digne de la grande période de la déstalinisation. Usant de termes à la mode comme « glasnost » ou « perestroïka », il accusa Granger, secrétaire national démissionnaire, d'être responsable de tous les maux de fonctionnement. Suivit une autocritique en règle du bureau fédéral où, malgré tout, on ne reniait rien des positions ultramodernistes.

Il faudra attendre, en dehors des éternels archaïques, les prises de parole de la très réformiste Fédération européenne des métallurgistes pour entendre parler des 35 heures, de luttes sociales et critiquer la politique libérale du gouvernement Chirac.

Les intervenants se succédèrent assez calmement à la tribune. A quoi bon s'insulter et jeter les éternels anathèmes, les jeux étaient faits. Si Gérard Dantin incite dans une insipide harangue les congressistes à voter majoritairement le quitus, il ne sera pas écouté. Le quitus sera adopté avec seulement 50,15% des mandats.

Avant l'élection des membres du secrétariat national, lors du débat sur les statuts de l'organisation, un point sera adopté, qui prendra une grande importance pour l'avenir. La modification de la durée du mandat entre deux congrès (4 ans au lieu de 3 ans) sera votée par 60,92% contre 39,08%.

L'élection du secrétariat national

Pour l'élection de l'équipe, les complications surgissent. Les candidats les plus marqués par des positions modernistes semblent être les meilleurs garants de la démocratie à l'intérieur de la fédération et inversement. Les votes seront donc tactiques et pas toujours compris. Par exemple, si l'Union parisienne et la Lorraine partagent souvent les mêmes pratiques et idées, leurs votes seront opposés.

En final, chaque camp éliminera un candidat de l'autre : le militant accusé de malversations financières et son accusateur. Dantin sort vainqueur du test, mais il n'a pas assez de force pour composer une équipe cohérente avec ses visées. De plus, certains dirigeants n'ont pas la défaite heureuse.

Le 26 au matin, après l'annonce des résultats du vote de la veille, ils quittent la salle du congrès, entraînant avec eux le tiers des participants. Cette étrange démonstration, préparée dans le cours de la nuit, rassembla des unions aussi dissemblables que la Lorraine, la Bourgogne ou une grande partie des mineurs.

La résolution générale

Ils ne revinrent que le lendemain, déclarant hautainement qu'ils représentaient 40% des mandats et qu'ils estimaient avoir perdu du fait des magouilles des majoritaires. Les dirigeants, qui avaient manœuvré l'opération, eurent du mal à expliquer qu'ils avaient quitté la salle pour empêcher justement qu'elle ne se vide. Etrange conception de la démoc-

ratie, le « D » du sigle C.F.D.T. en tremble encore.

La résolution générale, présentée par le secrétariat national sortant, était dans la pure lignée de la politique moderniste prôchée par Edmond Maire. Comme d'habitude, les opposants espéraient grignoter quelques amendements en matière d'assurances. Si celui réclamant, de façon un peu trop volontariste, l'union entre la C.F.D.T. et la C.G.T. fut rejeté (ce qui n'empêcha pas une minute de silence pour le cégétiste assassiné par les forces de l'ordre), d'autres amendements concernant des points primordiaux furent adoptés très largement, contre l'avis du secrétariat national :

- que la revendication sur la réduction du temps de travail soit avancée avant l'aménagement du temps de travail et non l'inverse ;
- qu'aucune négociation sur la prime d'ancienneté ne s'engage avec le C.N.P.F. sans consultation préalable de la base.

Mais ces amendements n'empêchèrent pas le coup de théâtre final. Alors que de nombreux militants étaient partis, que les autres attendaient le résultat du vote, la valise entre les jambes, la sentence tomba : la résolution finale n'était pas adoptée (60% contre). C'est un fait rarissime, pour ne pas dire unique, dans l'histoire d'une organisation C.F.D.T. n'a plus de projet pour les 4 ans à venir.

Que s'est-il passé ? Plusieurs hypothèses sont formulées. Une tactique des minoritaires — du vote sur l'équipe dirigeante — conduisant à une crise qui les remettrait au pouvoir, ou la F.G.M.M. sous la tutelle directe de la confédération. Un mécontentement véritable des militants de base qui ne soutiennent plus une politique n'ayant plus de rapport avec leur pratique et leur espoir dans le syndicalisme. Espérons qu'il s'agisse de la seconde. Quoi qu'il en soit, la F.G.M.M. est en crise ouverte et ce ne sera pas sans répercussion sur la C.F.D.T. en général.

Groupe de Fresnes-Antony

C.F.T.C.

La croix et la bannière

LES bons moines chrétiens de la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.) ont trouvé un excellent slogan pour les élections prud'homales du 9 décembre : « Faites une croix sur l'injustice » ! C'est bien... la croix et la bannière. Et, dans le numéro spécial du Magazine C.F.T.C. syndicalisme, on peut déguster un petit encadré retraçant très brièvement l'histoire de ce syndicat. Cela vaut son pesant de cacahuètes jésuitiques !

On apprend ainsi que, « créées à l'origine pour permettre une alternative au syndicalisme marxiste de la C.G.T., les syndicats chrétiens et la C.F.T.C., constituée en 1919, ont construit de haute lutte la liberté syndicale en France ». Falsifier l'histoire, en taxant la C.G.T. des débuts de marxiste, permet de taire que les militants ouvriers de cette époque ne confondaient pas la lutte avec la collaboration de classes, et vidaient à coup de pompes au cul les raticheux sociaux.

Quant à la liberté syndicale, sachant l'importance de l'encyclique *Rerum novarum* (promulguée en 1891 par Léon XIII) pour les syndicats chrétiens, elle est bien pâlotte, la pauvre ! L'ouvrier « ne doit point léser son patron, ni dans ses biens, ni dans sa personne » et respecter les fortunes et ceux qui les possèdent... Amen !

Prud'hom

